

DÉCIDEURS DU SPORT

par Patrick Bayeux

ANALYSE COMPARATIVE

DE LA GOUVERNANCE DU SPORT

DANS 30 PAYS

Acteurs · Relations · Financement · Pratique · Haute performance

31 fiches comparées (30 pays + France)

À partir de l'étude originale réalisée par Patrick Roult — Édition 2025

[En 2025 c'est quoi un Comité National Olympique ? c'est quoi un club ?](#)

Mai 2026

Avant-propos

Ce document propose une analyse comparative de la gouvernance du sport dans 30 pays, complétée d'une fiche France. Il prolonge et reformate l'étude originale Décideurs du Sport publiée en juin 2025 à partir des travaux de Patrick Roult, en y appliquant une trame d'analyse unique permettant la comparaison directe pays par pays.

Plutôt que de centrer la lecture sur les seuls Comités Nationaux Olympiques, cette refonte ouvre l'angle aux **huit dimensions clés** de tout système sportif national : les acteurs et leurs missions, les relations entre parties prenantes, le modèle économique et le financement, la pratique sportive, le sport pour tous, le sport professionnel, le sport de haut niveau, et — quand elle existe — la spécificité du modèle national.

Méthodologie

Chaque fiche-pays suit la même architecture, sur une page A4 :





- Un tableau « Acteurs et missions » à cinq entrées : État, Comité National Olympique, fédérations et clubs, collectivités territoriales, autres structures (agences, fondations, loteries, instituts).
- Un paragraphe sur les relations entre parties prenantes : qui pilote, qui finance, qui exécute, où sont les tensions.
- Un paragraphe sur le modèle économique et le financement, avec décomposition des grandes masses (ménages, collectivités, entreprises, État) quand l'information est disponible.
- Un paragraphe sur la pratique sportive : taux de pratique, sports phares, politiques de sport-santé et d'accès.
- Un paragraphe sur le **sport pour tous** : organisation institutionnelle, programmes nationaux, taux d'encadrement associatif, dispositifs santé-sport.
- Un paragraphe sur le **sport professionnel** : ligues principales, modèle économique des clubs, place du sponsoring et des droits TV, régulation.
- Un paragraphe sur le sport de haut niveau et la haute performance : centres nationaux, programmes, performance olympique récente.
- Un encadré « spécificité » mettant en avant le trait distinctif national, quand il existe.






Sources et limites






Les données combinent l'étude PDF originale (juin 2025), les sites officiels des CNO concernés, le site olympics.com (CIO), l'Association of National Olympic Committees (ANOC), et un travail systématique de vérification web par une IA pour chaque pays (mai 2026).



Toute donnée chiffrée (clubs, licenciés, budgets) est un ordre de grandeur — la comparabilité internationale reste difficile compte tenu des conventions de comptage variables (multi-affiliations, statuts hybrides, périmètres déclaratifs). Le présent document ne nomme aucune personne physique : il identifie les institutions, les agences, les programmes et les législations, mais s'abstient de citer les dirigeants individuels, qui changent fréquemment.






Table des matières





Avant-propos	2
Méthodologie.....	2
Sources et limites	2
Table des matières.....	3
Les 31 fiches-pays	11
 Afrique du Sud.....	12
Les acteurs et leurs missions.....	12
Relations entre parties prenantes.....	12
Modèle économique et financement	12
Pratique sportive.....	12
Sport pour tous	12
Sport professionnel.....	12
Sport de haut niveau	12
Spécificité.....	12
 Allemagne	13
Les acteurs et leurs missions.....	13
Relations entre parties prenantes.....	13
Modèle économique et financement	13
Pratique sportive.....	13
Sport pour tous	13
Sport professionnel.....	13
Sport de haut niveau	13
Spécificité.....	13
 Arabie Saoudite.....	14
Les acteurs et leurs missions.....	14
Relations entre parties prenantes.....	14
Modèle économique et financement	14
Pratique sportive.....	14
Sport pour tous	14
Sport professionnel.....	14
Sport de haut niveau	14
Spécificité.....	14
 Argentine.....	15
Les acteurs et leurs missions.....	15
Relations entre parties prenantes.....	15
Modèle économique et financement	15
Pratique sportive.....	15
Sport pour tous	15
Sport professionnel.....	15
Sport de haut niveau	15
Spécificité.....	15




 Australie	16
Les acteurs et leurs missions.....	16
Relations entre parties prenantes.....	16
Modèle économique et financement	16
Pratique sportive.....	16
Sport pour tous	16
Sport professionnel.....	16
Sport de haut niveau.....	16
Spécificité.....	16
 Belgique	17
Les acteurs et leurs missions.....	17
Relations entre parties prenantes.....	17
Modèle économique et financement	17
Pratique sportive.....	17
Sport pour tous	17
Sport professionnel.....	17
Sport de haut niveau.....	17
Spécificité.....	17
 Bulgarie	18
Les acteurs et leurs missions.....	18
Relations entre parties prenantes.....	18
Modèle économique et financement	18
Pratique sportive.....	18
Sport pour tous	18
Sport professionnel.....	18
Sport de haut niveau.....	18
Spécificité.....	18
 Canada	19
Les acteurs et leurs missions.....	19
Relations entre parties prenantes.....	19
Modèle économique et financement	19
Pratique sportive.....	19
Sport pour tous	19
Sport professionnel.....	19
Sport de haut niveau.....	19
Spécificité.....	19
 Chili	20
Les acteurs et leurs missions.....	20
Relations entre parties prenantes.....	20
Modèle économique et financement	20
Pratique sportive.....	20
Sport pour tous	20
Sport professionnel.....	20

Sport de haut niveau	20
Spécificité	20
 Chine	21
Les acteurs et leurs missions	21
Relations entre parties prenantes	21
Modèle économique et financement	21
Pratique sportive	21
Sport pour tous	21
Sport professionnel	21
Sport de haut niveau	21
Spécificité	21
 Corée du Sud	22
Les acteurs et leurs missions	22
Relations entre parties prenantes	22
Modèle économique et financement	22
Pratique sportive	22
Sport pour tous	22
Sport professionnel	22
Sport de haut niveau	22
Spécificité	22
 Croatie	23
Les acteurs et leurs missions	23
Relations entre parties prenantes	23
Modèle économique et financement	23
Pratique sportive	23
Sport pour tous	23
Sport professionnel	23
Sport de haut niveau	23
Spécificité	23
 Danemark	24
Les acteurs et leurs missions	24
Relations entre parties prenantes	24
Modèle économique et financement	24
Pratique sportive	24
Sport pour tous	24
Sport professionnel	24
Sport de haut niveau	24
Spécificité	24
 Égypte	25
Les acteurs et leurs missions	25
Relations entre parties prenantes	25
Modèle économique et financement	25
Pratique sportive	25

Sport pour tous	25
Sport professionnel.....	25
Sport de haut niveau.....	25
Spécificité.....	25
 Espagne	26
Les acteurs et leurs missions.....	26
Relations entre parties prenantes.....	26
Modèle économique et financement	26
Pratique sportive.....	26
Sport pour tous	26
Sport professionnel.....	26
Sport de haut niveau.....	26
Spécificité.....	26
 États-Unis	27
Les acteurs et leurs missions.....	27
Relations entre parties prenantes.....	27
Modèle économique et financement	27
Pratique sportive.....	27
Sport pour tous	27
Sport professionnel.....	27
Sport de haut niveau.....	27
Spécificité.....	27
 Finlande.....	28
Les acteurs et leurs missions.....	28
Relations entre parties prenantes.....	28
Modèle économique et financement	28
Pratique sportive.....	28
Sport pour tous	28
Sport professionnel.....	28
Sport de haut niveau.....	28
Spécificité.....	28
 France.....	29
Les acteurs et leurs missions.....	29
Relations entre parties prenantes.....	29
Modèle économique et financement	29
Pratique sportive.....	29
Sport pour tous	29
Sport professionnel.....	29
Sport de haut niveau.....	29
Spécificité.....	29
 Grande-Bretagne.....	30
Les acteurs et leurs missions.....	30
Relations entre parties prenantes.....	30

Modèle économique et financement	30
Pratique sportive.....	30
Sport pour tous	30
Sport professionnel.....	30
Sport de haut niveau	30
Spécificité.....	30
 Hongrie.....	31
Les acteurs et leurs missions.....	31
Relations entre parties prenantes.....	31
Modèle économique et financement	31
Pratique sportive.....	31
Sport pour tous	31
Sport professionnel.....	31
Sport de haut niveau	31
Spécificité.....	31
 Inde	32
Les acteurs et leurs missions.....	32
Relations entre parties prenantes.....	32
Modèle économique et financement	32
Pratique sportive.....	32
Sport pour tous	32
Sport professionnel.....	32
Sport de haut niveau	32
Spécificité.....	32
 Indonésie.....	33
Les acteurs et leurs missions.....	33
Relations entre parties prenantes.....	33
Modèle économique et financement	33
Pratique sportive.....	33
Sport pour tous	33
Sport professionnel.....	33
Sport de haut niveau	33
Spécificité.....	33
 Irlande	34
Les acteurs et leurs missions.....	34
Relations entre parties prenantes.....	34
Modèle économique et financement	34
Pratique sportive.....	34
Sport pour tous	34
Sport professionnel.....	34
Sport de haut niveau	34
Spécificité.....	34
 Italie	35

Les acteurs et leurs missions.....	35
Relations entre parties prenantes.....	35
Modèle économique et financement	35
Pratique sportive.....	35
Sport pour tous	35
Sport professionnel.....	35
Sport de haut niveau.....	35
Spécificité.....	35
 Japon	36
Les acteurs et leurs missions.....	36
Relations entre parties prenantes.....	36
Modèle économique et financement	36
Pratique sportive.....	36
Sport pour tous	36
Sport professionnel.....	36
Sport de haut niveau.....	36
Spécificité.....	36
 Luxembourg	37
Les acteurs et leurs missions.....	37
Relations entre parties prenantes.....	37
Modèle économique et financement	37
Pratique sportive.....	37
Sport pour tous	37
Sport professionnel.....	37
Sport de haut niveau.....	37
Spécificité.....	37
 Mexique	38
Les acteurs et leurs missions.....	38
Relations entre parties prenantes.....	38
Modèle économique et financement	38
Pratique sportive.....	38
Sport pour tous	38
Sport professionnel.....	38
Sport de haut niveau.....	38
Spécificité.....	38
 Norvège.....	39
Les acteurs et leurs missions.....	39
Relations entre parties prenantes.....	39
Modèle économique et financement	39
Pratique sportive.....	39
Sport pour tous	39
Sport professionnel.....	39
Sport de haut niveau.....	39

Spécificité.....	39
 Pologne	40
Les acteurs et leurs missions.....	40
Relations entre parties prenantes.....	40
Modèle économique et financement	40
Pratique sportive.....	40
Sport pour tous	40
Sport professionnel.....	40
Sport de haut niveau.....	40
Spécificité.....	40
 Russie	41
Les acteurs et leurs missions.....	41
Relations entre parties prenantes.....	41
Modèle économique et financement	41
Pratique sportive.....	41
Sport pour tous	41
Sport professionnel.....	41
Sport de haut niveau.....	41
Spécificité.....	41
 Suisse.....	42
Les acteurs et leurs missions.....	42
Relations entre parties prenantes.....	42
Modèle économique et financement	42
Pratique sportive.....	42
Sport pour tous	42
Sport professionnel.....	42
Sport de haut niveau.....	42
Spécificité.....	42
Analyse comparative 1 — Une matrice scorée de la gouvernance.....	43
Comment lire la matrice	43
Lectures transversales.....	44
Quatre modèles, quatre logiques institutionnelles.....	44
Le cas Suisse/États-Unis : deux chemins, un même point	44
Trois enseignements de la matrice scorée.....	44
Ce que change le contexte 2025-2026.....	44
Analyse comparative 2 (en miroir) — Le poids des pouvoirs publics dans la gouvernance du sport	45
Comment lire les cinq paliers.....	45
Enseignements de cette lecture en miroir	45
Quatre régimes politiques du sport	45
Une variable cachée : la place de la loterie.....	46
Les zones de bascule	46
Correspondance entre les deux analyses.....	46
Conclusion.....	46

Les 31 fiches-pays

Les fiches qui suivent sont présentées par ordre alphabétique français. Chaque fiche tient sur une page A4 et applique la trame des six rubriques décrites en avant-propos.

Afrique du Sud

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Department of Sport, Arts and Culture (DSAC) — politique nationale, cadre juridique (National Sport and Recreation Act 1998), tutelle administrative.
CNO	South African Sports Confederation and Olympic Committee (SASCOC) — fédère les fédérations, organise les délégations, plan stratégique haut niveau.
Fédérations & clubs	Une soixantaine de fédérations nationales sous SASCOC. Tissu associatif, ~9 500 clubs structurés, structure héritée de l'apartheid puis transformée.
Collectivités territoriales	Provinces et municipalités gèrent les équipements communautaires et les programmes de masse. Compétence partagée mais ressources très inégales selon les territoires.
Autres structures	Boxing South Africa (régulateur dédié), Lottery (NLC) finance le sport via concours public. National Academy of Sport pour la haute performance.

Relations entre parties prenantes

SASCOC est juridiquement autonome (statut d'ONG), mais dépend largement du DSAC pour les transferts financiers et l'organisation des grands événements. Tension récurrente entre l'agenda transformation (quotas raciaux, Sports Transformation Charter) porté par l'État et l'autonomie du mouvement. Les provinces sont des acteurs réels mais sous-financés.

Modèle économique et financement

Modèle à dominante publique avec un poids privé croissant. **État (DSAC + agences)** majoritaire pour le haut niveau et les grands programmes. **Collectivités** : contributions provinciales et municipales pour les équipements et le sport de masse. **Ménages** : cotisations modestes, accès inégal selon revenus. **Entreprises** : sponsoring concentré sur le rugby, le cricket et le football (très visibles). National Lottery : pivot via subventions ciblées.

Pratique sportive

Pratique sportive très inégalitaire, héritée de l'apartheid : les sports historiquement « blancs » (rugby, cricket, golf) restent socialement marqués, tandis que le football est massivement populaire. Programmes de masse (School Sport, hubs communautaires) portés par le DSAC, mais déploiement freiné par les disparités d'infrastructures. Effort sur l'inclusion des townships.

Sport pour tous

Programmes **School Sport** et **hubs communautaires** portés par DSAC, déployés en partenariat avec les Provincial Departments of Sport. Pratique massive du football dans les townships, structurée via SAFA Development. National Lottery Commission finance les projets locaux. Inégalités d'accès toujours marquées (héritage apartheid) : taux de pratique très contrasté entre milieux et régions.

Sport professionnel

Trois pôles structurants. **Rugby** : United Rugby Championship + Currie Cup ; SA Rugby = entreprise commerciale solide, double champion du monde (2019, 2023), forte économie via droits TV. **Cricket** : Cricket SA + **SA20** (ligue T20 lancée 2023, propriété mixte locale/indienne). **Football** : **PSL (Premier Soccer League)** = l'une des plus riches d'Afrique, Kaizer Chiefs / Orlando Pirates / Mamelodi Sundowns pôles.

Sport de haut niveau

Modèle de haute performance organisé par SASCOC via des Long Term Athlete Development pathways. Sports phares : rugby (champion du monde 2019, 2023), cricket, athlétisme, natation. Programme Operation Excellence (OPEX) flèche le financement aux athlètes potentiellement médaillables.

Spécificité

Le sport comme outil de réconciliation post-apartheid. Charte de Transformation imposant des objectifs de représentativité raciale dans les équipes nationales — une politique unique au monde, aussi célébrée que controversée.



Allemagne

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	BMI (Bundesministerium des Innern) au niveau fédéral pour le haut niveau et la représentation. Compétence sport partagée : Bund (haut niveau, international), Länder (sport scolaire, infrastructures), Kommunen (équipements de proximité).
CNO	DOSB (Deutscher Olympischer Sportbund), créé en 2006 par fusion DSB + NOK. Organisation faitière unique, autonomie statutaire, ~28,7 M d'adhésions.
Fédérations & clubs	~100 fédérations nationales, organisées sur le principe d'autonomie. ~86 000 clubs sportifs, faisant du tissu associatif sportif la plus grande organisation citoyenne du pays .
Collectivités territoriales	Pivot du modèle . Les Länder portent l'essentiel de la dépense publique sportive (sport scolaire, équipements, soutien aux fédérations régionales). Les communes gèrent les équipements de proximité.
Autres structures	DSHS (Deutsche Sporthochschule Köln) pour la recherche. OSP (Olympiastützpunkte) pour la haute performance régionale. Stiftung Deutsche Sporthilfe (financement athlètes). Glücksspirale (loterie) pour subventions complémentaires.

Relations entre parties prenantes

Quatre principes constitutifs : **autonomie** du sport, **fédéralisme**, **subsidiarité** (l'État complète les ressources propres, n'opère pas), **bénévolat** (Ehrenamt). Le DOSB négocie chaque année les financements avec le BMI mais conserve une totale liberté statutaire. Les Länder sont des partenaires obligatoires, pas des subordonnés. Modèle stable, longtemps cité en référence par le CIO.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à dominante associative. **Ménages** : cotisations + équipements personnels = première masse en valeur. **Collectivités (Länder + Kommunen)** : ~70 % de la dépense publique sportive. **État fédéral (BMI)** : ~40 M€/an au DOSB pour le haut niveau (~71 % du budget DOSB). **Entreprises** : sponsoring très développé (Bundesliga = 1er marché TV européen). Loteries (Glücksspirale, Lotto) : pivot complémentaire.

Pratique sportive

~28,7 M d'adhésions dans les clubs DOSB (record historique en 2024) sur ~84 M d'habitants — taux d'encadrement parmi les plus élevés au monde. Tradition du sport pour tous (Sport für alle), du sport-santé (Rezept für Bewegung — prescription médicale d'activité physique) et du bénévolat de masse. Sport scolaire intégré aux Länder.

Sport pour tous

~28,7 M d'adhésions DOSB dans ~86 000 clubs (record historique 2024) sur 84 M habitants — **première organisation citoyenne du pays**. Tradition *Sport für alle*. *Rezept für Bewegung* (prescription médicale d'activité physique). Sport scolaire piloté par les Länder. Bénévolat de masse (*Ehrenamt*) = pivot. Cotisations en clubs très modérées, accessibilité forte.

Sport professionnel

Bundesliga (football) = 1er marché TV européen (~3,5 Mds€ de revenus), régulée par la DFL avec la **règle 50+1** (contrôle majoritaire des sociétés sportives par les associations — protection contre la financiarisation). **BBL (basket)**, **HBL (handball)** = leader européen, **DEL (hockey sur glace)**. Tradition de propriété associative résistante à l'investissement étranger, modèle de référence pour la régulation européenne.

Sport de haut niveau

Réforme Leistungssportreform (2017) : concentration des moyens, sélection des disciplines prioritaires (PotAS), pilotage via les OSP régionaux. Financement BMI orienté sur la performance attendue. Candidature olympique allemande en cours (décision sept. 2026 entre Berlin, Hambourg, Munich, Rhein-Ruhr) pour 2036/2040/2044.

Spécificité

Le principe de subsidiarité, gravé dans la culture institutionnelle. L'État finance mais ne gouverne pas. Premier modèle européen à avoir formalisé l'autonomie du sport dans son architecture, et toujours référence pour les pays cherchant un équilibre entre soutien public et indépendance associative.



Arabie Saoudite

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère du Sport (créé 2020) — opérateur principal. Le ministre du Sport est aussi président du Comité Olympique : fusion fonctionnelle des deux institutions. Vision 2030 et Public Investment Fund (PIF) financent.
CNO	Saudi Arabian Olympic and Paralympic Committee (SOPC) — sous direction politique directe.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous tutelle ministérielle, financées par l'État et le PIF. Football, sports équestres, golf, e-sport en croissance accélérée.
Collectivités territoriales	Rôle limité. La gouvernance reste centralisée à Riyad. Les régions n'ont pas d'autonomie sportive significative.
Autres structures	Public Investment Fund (PIF) — fonds souverain ~700 Md\$ qui finance massivement Saudi Pro League (football), LIV Golf, e-sport, WWE, boxe. Quality of Life Program (Vision 2030).

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État opérateur direct** : aucune frontière entre la politique publique du sport et l'institution olympique. Le PIF est le bras financier de la stratégie sportive. Pas de mouvement sportif autonome au sens occidental — les fédérations exécutent une politique d'État. Stratégie de soft power et de sportwashing assumée.

Modèle économique et financement

Modèle **public quasi-exclusif**, à échelle géante. **État + PIF** : finance tout, à des montants sans équivalent international (LIV Golf 2 Md\$, joueurs étrangers stars, infrastructures Riyadh Season). **Ménages, entreprises, collectivités** : marginaux dans la gouvernance sportive. Sponsoring d'État via entreprises publiques (Aramco).

Pratique sportive

Émergence récente d'une politique de sport pour tous, dans le cadre de Vision 2030. Programmes ciblant les femmes (interdiction de pratique levée en 2017), les jeunes, le sport-santé. Encore en construction, partant d'un taux de pratique faible.

Sport pour tous

Quality of Life Program (Vision 2030) — campagnes massives pour augmenter la pratique sportive (objectif officiel : 40 % d'adultes actifs d'ici 2030). Création accélérée d'infrastructures (parcs, fitness centers, marathons urbains). Taux de pratique historiquement faible (~13 % en 2015) en forte hausse. Programme **Sports Active Society**, accent particulier sur la participation des femmes (révolution récente).

Sport professionnel

Sport professionnel **piloté entièrement par le fonds souverain PIF**. **Saudi Pro League (football)** transformée depuis 2023 par rachats massifs de stars internationales (Ronaldo, Mané, Benzema, Neymar...). **LIV Golf (2022)** défie le PGA Tour, fusion partielle annoncée 2023. **WWE (catch)**, **boxe** (Joshua, Fury), **F1** (Jeddah GP), **e-sport** (Esports World Cup). Investissement public/souverain quasi total.

Sport de haut niveau

Stratégie offensive : organisation Coupe du Monde 2034 (FIFA), JO d'hiver 2029 (NEOM Trojena), Coupe d'Asie, Riyadh Season, événements WWE et boxe à plusieurs centaines de millions. Recrutement de stars internationales (Cristiano Ronaldo, Neymar, etc.) au football, golf, etc. Naturalisations d'athlètes.

Spécificité

Le seul pays où le sport est piloté comme une politique industrielle stratégique. Échelle financière incomparable, fusion ministre/président de CNO, intégration au plan de transformation économique national (Vision 2030). Modèle qui interpelle le mouvement olympique sur la frontière entre influence et capture.



Argentine

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Secretaría de Turismo, Ambiente y Deporte (rattachement variable selon les gouvernements). Politique nationale, cadre juridique (Ley del Deporte 20.655 de 1974, modifiée), agrément des fédérations.
CNO	Comité Olímpico Argentino (COA), fondé en 1923. Représente le mouvement au CIO, organise la délégation, autonome dans la sélection olympique.
Fédérations & clubs	~70 fédérations nationales. ~5 000 clubs sociaux et sportifs, dont les emblématiques clubs de barrio (clubs de quartier), modèle communautaire protégé par la loi.
Collectivités territoriales	Provinces et municipalités impliquées dans le sport de masse et les équipements de proximité, avec de fortes disparités selon les territoires (Buenos Aires central vs provinces).
Autres structures	ENARD (Ente Nacional de Alto Rendimiento Deportivo, créé 2009) — agence de financement du haut niveau via taxe affectée et impôts. CeNARD (centre national d'entraînement).

Relations entre parties prenantes

Le COA est autonome pour la sélection olympique mais dépend financièrement de l'ENARD pour le haut niveau. Tension chronique sur l'**autarcie de l'ENARD** : la taxe affectée qui le finance a été plusieurs fois suspendue, menaçant la stabilité du modèle. Les clubs de barrio bénéficient d'un statut juridique protecteur (Loi 27.098).

Modèle économique et financement

Modèle **mixte avec dominante publique fragile**. **État + ENARD** : finance le haut niveau, ENARD via taxe sur les paris et la téléphonie mobile. **Collectivités** : équipements et sport de masse, ressources inégales. **Ménages** : cotisations modestes dans les clubs de barrio, plus élevées dans les clubs sportifs. **Entreprises** : sponsoring concentré sur le football (très puissant), modeste ailleurs.

Pratique sportive

Football omniprésent, structurant socialement. Réseau historique des clubs de barrio (modèle communautaire avec activités sportives, sociales, culturelles). Pratique fortement genrée et inégalitaire, mais en évolution. Inclusion sociale via le sport reconnue comme priorité.

Sport pour tous

Tissu associatif extrêmement dense via les ***clubs de barrio*** (clubs de quartier) — **pivot social et culturel** unique en Amérique latine, héritage du XX^e siècle. Sport scolaire via le Ministerio de Educación. Programme « Argentina Activa ». ENARD via prélèvement téléphonique (depuis 2009) flèche directement vers le haut niveau, mais le sport de masse repose surtout sur les clubs. Football omniprésent socialement.

Sport professionnel

AFA Liga Profesional de Fútbol (28 clubs) — modèle associatif (*clubes*) résistant, pas SAS comme en Europe. **Boca Juniors / River Plate** = pivots économiques et culturels, l'un des derbys les plus intenses au monde. **URBA (rugby)**, **LNB (basket)**, **Las Leonas** (hockey féminin, 4 médailles olympiques), **polo** (Triple Couronne : Tortugas, Hurlingham, Palermo). Crise économique chronique pèse sur les budgets et accélère l'export d'athlètes.

Sport de haut niveau

L'ENARD a permis un saut qualitatif post-2009. Sports phares : football, hockey sur gazon (Las Leonas), basket, rugby, voile. Hôte des **Jeux Sud-Américains 2026** (Santa Fe, Rosario). Une médaille CIO via la vice-présidente actuelle.

Spécificité

Les clubs de barrio, modèle unique au monde de club sportif communautaire, à mission sociale et culturelle, protégé par une loi spécifique. Ces clubs sont un pilier de l'identité sportive et sociale argentine.



Australie

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Office for Sport (rattaché au département de la Santé). Politique nationale, cadre juridique. États fédérés (NSW, Victoria, etc.) ont compétence parallèle.
CNO	Australian Olympic Committee (AOC) — totalement indépendant de l'État, autofinancé majoritairement, organise la délégation aux Jeux.
Fédérations & clubs	~70 fédérations nationales. Tissu de clubs très dense, articulé sur les écoles, universités et entreprises. Sport scolaire majeur dans le système éducatif.
Collectivités territoriales	États fédérés portent l'essentiel des programmes communautaires et scolaires. Conseils municipaux gèrent les équipements de proximité (piscines, terrains).
Autres structures	Australian Sports Commission (ASC) — agence fédérale arms-length. Australian Institute of Sport (AIS) — référence mondiale (créé 1981) qui a inspiré l'INSEP français. Sport Integrity Australia (intégrité, antidopage).

Relations entre parties prenantes

Modèle **arms-length** avec séparation claire : l'État finance et fixe les priorités stratégiques via l'ASC, mais l'AOC est un acteur 100 % autonome. L'AIS est l'opérateur public de la performance. Les fédérations sont indépendantes mais conventionnées avec l'ASC pour le haut niveau.

Modèle économique et financement

Modèle mixte équilibré. **État + ASC** : finance le haut niveau (Win Well 2032 Strategy) et les programmes communautaires. **Collectivités (États + conseils)** : équipements et sport scolaire. **Ménages** : cotisations clubs, équipements. **Entreprises** : sponsoring très développé sur les sports phares (cricket, AFL, NRL, rugby, natation). Pas de financement direct au CNO.

Pratique sportive

Pratique sportive parmi les plus élevées au monde : sport au cœur de l'identité culturelle. ~70 % des Australiens pratiquent une activité physique. Sports phares : natation, cricket, AFL (football australien), rugby, surf, netball. Sport scolaire structurant.

Sport pour tous

Sport Australia (ASC) pilote la stratégie **Sport 2030**. ~14 M de pratiquants actifs (taux ~75 % sur 26 M habitants — l'un des plus élevés au monde). **AusPlay** (étude nationale de pratique), **Active Australia**, clubs locaux financés par les États (Sport NSW, Sport Victoria...). Forte culture sportive scolaire. Programmes spécifiques pour les peuples autochtones et les femmes (« Game On »).

Sport professionnel

AFL (Australian Football League) = sport n°1 (audience, droits TV, revenus). **NRL (Rugby League)**, **cricket** (Big Bash League / Sheffield Shield), **Super Rugby** (rugby à XV transnational), **A-League** (football, hommes et femmes). Modèle « American-style » : **drafts**, **salary caps** stricts, propriété mixte avec spécificités australiennes. Sport télévisuel hyperdéveloppé, économie sportive proportionnellement très forte.

Sport de haut niveau

Modèle AIS de référence mondiale : centre national d'excellence à Canberra + réseau d'instituts d'État (VIS, NSWIS, etc.). Stratégie Win Well 2032 prépare les **JO de Brisbane 2032** (à domicile). Performance constante en JO d'été (top 10 systématique), notamment natation.

Spécificité

L'AIS, modèle exporté. Le centre national d'entraînement australien (1981) a inspiré la plupart des centres équivalents dans le monde, dont l'INSEP. C'est l'un des rares pays à avoir créé une véritable école de la performance, avec une science du sport intégrée.

Belgique

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Pas de ministère fédéral du sport. La compétence sport est entièrement dévolue aux Communautés (Flamande, française, germanophone) depuis les réformes constitutionnelles. Pas de politique sportive nationale.
CNO	Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB) — l'une des rares structures sportives encore fédérales belges. Organise la délégation belge unique aux Jeux.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales (faitières) chapeautent souvent deux ailes communautaires. ~20 000 clubs. Organisation duale typique (ex. RBFA / KBVB en football).
Collectivités territoriales	Acteurs principaux du sport. Sport Vlaanderen (côté flamand) et ADEPS (côté francophone) sont les opérateurs publics du sport. Communes : équipements et clubs.
Autres structures	Loterie Nationale = pilier financier du sport. BOIC Foundation (athlètes). Sport.Vlaanderen et ADEPS = administrations communautaires opérationnelles, équivalent ministères.

Relations entre parties prenantes

Architecture institutionnelle exceptionnellement complexe. Le COIB est le seul interlocuteur du CIO mais n'a pas de ministère fédéral en face. Les Communautés portent les politiques publiques. Tensions récurrentes entre les deux principales (Flamande/francophone) sur les financements et la sélection.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique communautaire**. **État fédéral** : marginal. **Collectivités (Communautés + communes)** : majoritaires, via Sport Vlaanderen et ADEPS. **Ménages** : cotisations. **Entreprises** : sponsoring (foot, cyclisme, hockey). **Loterie Nationale** : ~30 M€/an au sport, **pivot du modèle**.

Pratique sportive

Tradition associative forte, taux de pratique élevé. Cyclisme et football omniprésents culturellement. Hockey sur gazon en forte progression (Red Lions champions du monde et olympiques). Pratique structurée différemment selon les Communautés.

Sport pour tous

Pas de pilotage central : **compétence régionalisée**. **Sport.Vlaanderen** (Flandre), **ADEPS** (Wallonie), **VGC/Sport Brussel** (Bruxelles) déploient des programmes parallèles. *Sport voor allen* / *Sport pour tous*. ~17 000 clubs, taux de pratique modéré (~50 %). **Loterie Nationale** finance massivement (pilier du modèle). Tissu associatif dense malgré la fragmentation institutionnelle.

Sport professionnel

Jupiler Pro League (football) — 18 clubs, modèle commercial, présence régulière en compétitions européennes (Club Brugge, RSC Anderlecht, KAA Gent, Genk pôles). **BNXT League (basket)** transnationale avec les Pays-Bas. **Pro League hockey** (1^{re} ligue mondiale hockey sur gazon), **cyclisme** (forte industrie pro), **tennis** (Open de Bruxelles). Petit marché mais bien structuré, spécificité des championnats transfrontaliers.

Sport de haut niveau

Programme « Be Gold » (haute performance) cofinancé par les Communautés et le COIB. Sports phares : hockey sur gazon, athlétisme (Nafi Thiam), tennis, cyclisme. Performance correcte en JO mais en deçà du potentiel démographique.

Spécificité

Pays sans ministère fédéral du sport. Toute la politique sportive publique est portée par les Communautés. Le COIB est le ciment fédéral d'un système par ailleurs entièrement régionalisé — situation unique en Europe.



Bulgarie

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère de la Jeunesse et des Sports — tutelle forte sur l'ensemble du système. Cadre juridique (loi sur la culture physique et le sport), agrément des fédérations.
CNO	Comité Olympique Bulgare (BOC) — autonomie statutaire mais dépendance politique. Conflit ouvert en 2025-2026 sur la légitimité de la présidence (procédure judiciaire en cours).
Fédérations & clubs	~50 fédérations sous tutelle ministérielle. Tissu de clubs hérité du modèle soviétique (clubs sportifs scolaires, clubs militaires CSKA), en transition lente.
Collectivités territoriales	Municipalités gèrent une part des équipements de proximité, mais ressources limitées. Compétence sport sous-déléguée plutôt que partagée.
Autres structures	Bulgarian Sports Totalizator (loterie) finance partiellement. Académies olympiques. Réseau d'entraînement issu de l'ère socialiste partiellement restructuré.

Relations entre parties prenantes

Tension institutionnelle aiguë : la transition de pouvoir au sein du BOC a généré un **conflit juridique entre l'ancienne et la nouvelle présidence**, avec implication du ministère et alerte du CIO sur l'autonomie. Le mouvement sportif bulgare illustre la difficulté de séparer pouvoir politique et gouvernance olympique dans certains contextes post-soviétiques.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique fragile**. **État** : majoritaire mais ressources limitées (PIB modeste). **Collectivités** : marginales. **Ménages** : faibles (pouvoir d'achat). **Entreprises** : sponsoring concentré sur le football et la lutte. Loterie : appoint significatif.

Pratique sportive

Tradition de pratique encadrée héritée du socialisme, mais en déclin. Sport pour tous insuffisamment développé. Sports populaires : football, lutte, haltérophilie, gymnastique rythmique (héritage culturel fort).

Sport pour tous

Ministère de la Jeunesse et des Sports pilote. Pratique sportive en clubs très limitée (~10 % des adultes). Programme national « Sport pour tous » sous-doté. Vieillesse de la population, **infrastructures héritées de l'ère soviétique en partie obsolètes**. Investissements récents sur les centres scolaires et les équipements municipaux, mais effet limité. Sport amateur peu structuré au-delà du football local.

Sport professionnel

First Professional Football League (efbet Liga) — 16 clubs, économie modeste, dépendance forte à des propriétaires russes ou locaux (Ludogorets pôle dominant). **Lutte, haltérophilie, gymnastique rythmique** = sports phares historiques avec titres olympiques. Tennis (héritage Dimitrov), volleyball (Plovdiv). Manque de masse critique économique au-delà du football.

Sport de haut niveau

Sports historiquement performants : haltérophilie, lutte, gymnastique, athlétisme (boxe). Performance olympique en baisse depuis les années 1990. Reconstruction d'un système de détection en cours.

Spécificité

Le cas-test 2025-2026 d'autonomie du mouvement olympique. Le conflit ouvert entre l'ancienne et la nouvelle présidence du BOC, avec intervention du ministère et alerte CIO, est observé comme un précédent par toutes les fédérations européennes confrontées à des transitions de pouvoir politiquement sensibles.

 **Canada**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Sport Canada (rattaché à Patrimoine canadien) — politique fédérale, financement haut niveau. Compétence sport partagée avec les provinces (Constitution).
CNO	Comité Olympique Canadien (COC) — autonome, organise la délégation, structure faitière du mouvement olympique.
Fédérations & clubs	~60 fédérations nationales. Tissu dense de clubs et d'organismes communautaires, fortement articulés au système scolaire et universitaire (USports).
Collectivités territoriales	Provinces : compétence prédominante sur le sport scolaire et amateur. Municipalités gèrent les équipements de proximité. Disparités marquées entre provinces.
Autres structures	Own The Podium (OTP) — agence ciblage haute performance (créée 2005 pour Vancouver 2010). Centres canadiens de sport multisports (CSI). Comité Paralympique Canadien (CPC). Loteries provinciales contribuent indirectement.

Relations entre parties prenantes

Modèle fédéral coopératif. Sport Canada finance via le **Programme de soutien aux sports** (PSS, ~178 M\$/an) avec convention par fédération. Le COC est indépendant statutairement mais coordonne avec OTP pour le haut niveau. Les provinces conservent leurs prérogatives sur le sport amateur. Bilingualism et inclusion autochtone explicitement intégrés.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à **financement public fort mais éclaté**. **État fédéral (Sport Canada + OTP)** : ~178 M\$/an + financement OTP. **Collectivités (provinces + municipalités)** : poids majeur sur le sport amateur. **Ménages** : cotisations, équipements (pratique amateur populaire). **Entreprises** : sponsoring développé sur hockey, basket, curling, soccer.

Pratique sportive

Hockey sur glace = sport national de fait, structurant culturellement. Forte pratique récréative outdoor (ski, randonnée, canoë). ParticipACTION (programme national de promotion). Inégalités d'accès dans les territoires nordiques et autochtones.

Sport pour tous

Sport Canada (fédéral) finance la stratégie *Long-Term Athlete Development*. Provinces (Sport BC, Sport Ontario...) pilotent les programmes communautaires. **ParticipACTION** = campagne nationale historique. Sport scolaire fort, **U Sports** (compétition universitaire). ~50 % d'adultes actifs. Politique « Sport pour la vie » (LTAD) référence internationale.

Sport professionnel

Modèle hybride nord-américain : équipes canadiennes dans ligues US — **NHL** (7 franchises canadiennes, hockey sur glace = sport national), **NBA** (Toronto Raptors), **MLB** (Toronto Blue Jays), **MLS** (3 équipes). **CFL (Canadian Football League)** spécifique (9 équipes). **Curling, lacrosse** (sport national d'été), **rugby** modeste. Forte intégration avec le marché américain, mais protection identitaire via CFL et NHL canadienne.

Sport de haut niveau

Stratégie OTP a transformé la performance canadienne (sommet à Vancouver 2010, sports d'hiver très forts). Sports phares JO d'été : natation, athlétisme, aviron, soccer féminin. Préparation Milano-Cortina 2026 et LA 2028.

Spécificité

Own The Podium, l'agence de ciblage performance la plus aboutie au monde dans son modèle de cofinancement public-privé pour la sélection des disciplines à médaille. Modèle exporté vers plusieurs pays européens.



Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Mindep (Ministerio del Deporte, créé 2013) — politique nationale, cadre juridique (Ley del Deporte 19.712). IND (Instituto Nacional de Deportes) — opérateur public.
CNO	Comité Olímpico de Chile (COCh) — autonome statutairement, mais aligné sur la stratégie publique pour le haut niveau.
Fédérations & clubs	~60 fédérations nationales sous COCh et Mindep. Tissu de clubs en consolidation, hérité d'une tradition associative.
Collectivités territoriales	Régions et municipalités gèrent une part des équipements et programmes de masse. Centralisation à Santiago reste forte.
Autres structures	ADO Chile (Apoyo al Deporte Olímpico) — fondation cofinancée privée pour le haut niveau (modèle inspiré de l'ADO espagnol). Lotería de Concepción (Polla Chilena de Beneficencia) finance partiellement.

Relations entre parties prenantes

Création récente du Mindep (2013) et de la Sous-secrétariat dédié = **structuration progressive d'une véritable politique publique du sport**. Le Mindep et l'IND structurent le système ; le COCh s'aligne sur la stratégie publique pour le haut niveau, avec ADO Chile en cofinancier.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique en construction**. **État (Mindep + IND)** : majoritaire pour le haut niveau et les programmes nationaux. **Collectivités** : compléments inégaux. **Ménages** : cotisations clubs. **Entreprises (via ADO)** : cofinancement structuré. Loterie : appoint.

Pratique sportive

Programme **Elige Vivir Sano** (vie saine) intégrant le sport. Pratique en progression mais partant d'un taux faible. Football omniprésent socialement. Inégalités territoriales fortes entre Santiago et le reste du pays.

Sport pour tous

Mindep + IND pilotent. **ELIGE VIVIR SANO** = programme phare santé-sport. **Plan Nacional de Actividad Física**. ~700 centres communautaires mais **infrastructures inégales** selon régions. Tradition associative limitée par rapport au reste du cône Sud. Football omniprésent. Réforme post-pandémie en cours pour réinvestir le sport-santé.

Sport professionnel

Primera División (ANFP) — 16 clubs, économie de marché émergent. **Colo-Colo / U. de Chile / U. Católica** = pôles principaux historiques. **Tennis** (riche tradition : Massú, Ríos, Garin, Jarry), **basket** (LNB Chile), **rugby** (Cóndores en Súper Rugby Americas), **équitation**. Polla Chilena de Beneficencia (loterie publique) contribue marginalement au financement.

Sport de haut niveau

Réseau de **Centros de Alto Rendimiento (CAR)** en construction. Sports phares : tennis, athlétisme, équitation, voile. Préparation des **Jeux Panaméricains 2023 (Santiago)** a accéléré les investissements.

Spécificité

Le modèle ADO, importé d'Espagne et adapté. Cofinancement public-privé du haut niveau via une fondation dédiée (ADO Chile) qui mobilise les grandes entreprises chiliennes. Modèle hybride efficace dans un pays à ressources publiques limitées.

 **Chine**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	General Administration of Sport (GAS) — administration d'État, équivalent ministère. Le directeur de la GAS est aussi président du Comité Olympique : fusion fonctionnelle.
CNO	Chinese Olympic Committee (COC) — formellement autonome, opérationnellement intégré à la GAS.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous tutelle GAS. Modèle hérité du juguo tizhi (système de mobilisation de tout le pays) post-1980, dirigé vers les médailles olympiques.
Collectivités territoriales	Provinces et municipalités gèrent les équipements et programmes de masse, mais sous orientation centrale. Le sport est intégré aux plans quinquennaux nationaux.
Autres structures	China Sports Lottery finance via prélèvement public. Académies sportives provinciales (système de détection-formation). China Anti-Doping Agency (CHINADA).

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège-opérateur** : l'État conçoit, finance, exécute. Les fédérations sont des relais administratifs. Sport au service des objectifs politiques (médailles, soft power, masse — *fitness for all*). La frontière État/sport n'existe pas.

Modèle économique et financement

Modèle **public écrasant**. **État (GAS, central + provincial)** : finance tout. **Collectivités** : exécutent les directives nationales. **Ménages** : cotisations en croissance, marché du sport-santé en expansion. **Entreprises** : sponsoring très important sur le sport professionnel (basketball CBA, football, e-sport). Loterie sportive : pivot.

Pratique sportive

Politique de **fitness national** (loi de 1995 sur la culture physique pour tous) avec objectifs chiffrés. Émergence d'une classe moyenne sportive (running, fitness, yoga). Sport scolaire massif. Inégalités urbain/rural persistantes.

Sport pour tous

National Fitness Program (Quanmin Jianshen) depuis 1995, relancé en 2014. **Objectif Xi Jinping : 700 M de pratiquants d'ici 2030**. Massification accélérée des infrastructures (parcs, équipements urbains, fitness extérieur dans toutes les villes). Sport scolaire obligatoire. Programmes ciblés (rural, seniors, jeunesse). **GAS pilote l'ensemble**, intégré aux objectifs de santé publique.

Sport professionnel

Chinese Super League (football) très volatile : boom 2015-2019 (Oscar, Hulk, Carrasco...) puis effondrement (dettes, retraits de sponsors d'État, restrictions PCC). **CBA (basket) = 2^e marché basket mondial** après la NBA. **Badminton, tennis de table, ping-pong** = professionnels nationaux structurés. **Forte régulation politique** : le Parti garde la main sur la gouvernance des ligues, contrairement au modèle européen.

Sport de haut niveau

Système de détection-formation **juguo tizhi** : académies provinciales, sélection précoce, concentration des moyens sur les disciplines à médailles. Performance olympique constante (top 3 mondial). Stratégie d'investissement sur les sports occidentaux (football, ski) après Pékin 2022.

Spécificité

Le juguo tizhi, mobilisation totale de l'État pour les médailles olympiques. Système de détection-formation centralisé qui a fait de la Chine une puissance olympique en 30 ans, et qui interroge sur le modèle (intensité de l'entraînement précoce, droits des athlètes).



Corée du Sud

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	MCST (Ministry of Culture, Sports and Tourism) — politique nationale, cadre juridique (National Sports Promotion Act). Tutelle stratégique sur le mouvement.
CNO	Korean Sport & Olympic Committee (KSOC) — fusion du KOC et de la KASA en 2009. Tentatives de scission internes (alerte CIO 2024-2025).
Fédérations & clubs	~60 fédérations nationales. Système structuré sur l'éducation (sport scolaire et universitaire forts) et les conglomérats (Samsung, LG, Hyundai sponsorisant des équipes).
Collectivités territoriales	Provinces et municipalités gèrent les équipements et programmes communautaires. Tradition de centralisation autour de Séoul.
Autres structures	KSPFO (Korea Sports Promotion Foundation) gère les paris sportifs (Sports Toto) — finance massivement le sport via prélèvement. Korea Institute of Sport Science (KISS) pour la recherche.

Relations entre parties prenantes

Le MCST oriente, le KSPFO Fund (paris sportifs) finance, le KSOC opère le haut niveau. Tensions internes : tentative de **scission KSOC** entre le mouvement olympique et les sports non olympiques, avec alerte du CIO sur l'unité du mouvement. Modèle stratégique mais politiquement instable.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à **financement public via paris sportifs**. **État (via KSPFO Fund — Sports Toto)** : pivot majoritaire pour le haut niveau et les fédérations. **Collectivités** : équipements, programmes scolaires. **Ménages** : cotisations, fitness en croissance. **Entreprises (chaebols)** : sponsoring très important — entreprises sponsorisent leurs propres équipes sportives.

Pratique sportive

Sport scolaire structurant. Taekwondo (sport national), e-sport (puissance mondiale), baseball, football. Pratique récréative en croissance dans la classe moyenne urbaine. Pression sur le sport scolaire compétitif vs sport-santé.

Sport pour tous

KSPFO (Korea Sports Promotion Organization) pilote via le **KSPFO Fund** (financé par paris sportifs). Programme **Sport for All Korea**. Centres communautaires généralisés dans toutes les villes. Forte culture sport scolaire (sport-études très développé). ~50 % de pratiquants. Application **Sports7330** (programme santé-sport : 70 min × 3 fois/semaine). Vieillesse accélérée accentue les enjeux.

Sport professionnel

KBO (baseball, Korean Baseball Organization) = sport n°1 (audience, droits TV, popularité). **K-League (football)** — 25 clubs sur 2 divisions. **KBL (basket), V-League (volleyball), K-League Hockey**. Sport pro **structuré par les chaebols** : Samsung, LG, Hyundai, SK possèdent ou sponsorisent la majorité des clubs. Modèle particulier de propriété d'entreprise.

Sport de haut niveau

Performance olympique régulière (top 10), surtout sur tir à l'arc, taekwondo, escrime. Préparation **Asian Games 2026** et JO LA 2028. Centre national de Jincheon. Sports d'hiver développés depuis Pyeongchang 2018.

Spécificité

Le modèle des paris sportifs comme moteur du sport. Le KSPFO Fund (Sports Toto) est l'un des dispositifs au monde où les paris sportifs financent le plus directement et le plus massivement le haut niveau et les fédérations — modèle copié par d'autres pays asiatiques.



Croatie

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère du Tourisme et du Sport (rattachement variable). Cadre juridique (loi sport 2006, modifiée). Politique nationale.
CNO	Comité Olympique Croate (HOO), fondé 1991. Indépendant fonctionnellement, mais largement dépendant des transferts d'État.
Fédérations & clubs	~70 fédérations nationales sous HOO. Tissu de clubs structuré, hérité du modèle yougoslave puis transformé après 1991.
Collectivités territoriales	Municipalités gèrent les équipements et clubs de masse. Disparités selon les régions (côte vs intérieur).
Autres structures	Hrvatska Lutrija (loterie) contribue au financement du sport. Académie olympique croate. Centres de formation.

Relations entre parties prenantes

Modèle à **financement majoritairement public via État stable**. Le HOO conserve une autonomie fonctionnelle mais ses transferts proviennent largement du budget national, fléchés vers les fédérations. Présidence HOO récemment réélue (2024) jusqu'en 2028.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique**. **État** : majoritaire, transferts directs aux fédérations via HOO. **Collectivités** : compléments pour équipements et clubs. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring concentré sur football, basket, water-polo, handball. Loterie : pivot complémentaire.

Pratique sportive

Tradition sportive forte par rapport au poids démographique. Football, basket, water-polo, handball, tennis, ski populaires. Pratique récréative encore en consolidation post-transition.

Sport pour tous

Ministère du Tourisme et du Sport pilote. Tissu associatif structuré post-indépendance via HOO (Comité olympique). Programme « **Sport za sve** » (Sport pour tous). Football omniprésent culturellement. **Infrastructures restant à moderniser** après la guerre des années 1990. Loi sport 2006 cadre. Forte densité de talents par habitant (4 M d'habitants pour des résultats hors normes).

Sport professionnel

HNL (Première Ligue football) — **Dinamo Zagreb / Hajduk Split** pivots historiques (rivalité culturelle). **Pays grand pourvoyeur de joueurs en Europe** (export majeur : Modrić, Rakitić, Kovačić, Perišić...). **Water-polo** (titres olympiques), **handball** (champions du monde, RK Zagreb), **basket**, **tennis** (Čilić, Plíšek). Économie modeste mais densité de talent exceptionnelle.

Sport de haut niveau

Performance olympique notable au regard de la population (~4 M habitants) : champion du monde football 2018 et 2022 (finaliste/3ème), water-polo (or olympique), tennis. Système de détection efficace, encadrement de qualité.

Spécificité

Performances inversement proportionnelles à la démographie. Avec 4 millions d'habitants, la Croatie produit régulièrement des champions du monde (football, water-polo, tennis, handball). Modèle de pays-pépinière, articulé sur quelques sports culturellement enracinés.

Danemark

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère de la Culture (compétence sport rattachée). Cadre juridique fondé sur l'autonomie du mouvement. Pas d'intervention directe sur la gouvernance.
CNO	DIF (Danmarks Idrætsforbund), confédération sportive nationale, qui fait aussi office de CNO. ~9 000 clubs affiliés.
Fédérations & clubs	~62 fédérations sportives sous DIF. Trois fédérations faitières coexistent : DIF (sport de compétition), DGI (sport pour tous), Firma Idræt (sport en entreprise).
Collectivités territoriales	Communes pivot du sport pour tous : équipements, soutien aux clubs, sport-santé. Danemark = pays scandinave avec très forte décentralisation des compétences sport.
Autres structures	Tipsmidler : système de redistribution des recettes des paris et loteries vers le sport (Danske Spil), pilier financier. Team Danmark — agence haute performance, indépendante, créée 1985.

Relations entre parties prenantes

Modèle nordique de **délégation à la société civile**. L'État finance via Tipsmidler mais ne gouverne pas. DIF, DGI et Firma Idræt sont autonomes. Team Danmark opère la haute performance avec contrats par fédération. Tradition d'autorégulation du mouvement sportif.

Modèle économique et financement

Modèle nordique à **dominante publique indirecte**. **État** : essentiellement via Tipsmidler (paris/loterie redistribués). **Collectivités (communes)** : majoritaires sur équipements et sport pour tous. **Ménages** : cotisations clubs (modestes, soutenues par communes). **Entreprises** : sponsoring développé sur football, handball, cyclisme. Tipsmidler : pivot.

Pratique sportive

Taux de pratique parmi les plus élevés au monde (~80 % des Danois pratiquent). Tradition de **sport pour tous** (idrætsforeninger) et de bénévolat. Cyclisme du quotidien intégré, natation, handball, football. Politique active de sport-santé.

Sport pour tous

DIF (Danmarks Idrætsforbund) + DGI (Danske Gymnastik- og Idrætsforeninger) = **double tissu associatif** unique au monde (~9 000 clubs au total). **~2 M de membres** sur 5,9 M habitants (~33 % d'encadrement). Modèle « **for alle** ». **Tipsmidler** (loterie) finance fortement. Sport scolaire intégré, sport adulte populaire, tradition associative démocratique forte.

Sport professionnel

Superliga (football) — 12 clubs, économie modeste mais formation de très haute qualité (**FC Midtjylland** = modèle data-driven mondialement étudié). **Handball** = sport pro très développé (Bjerringbro-Silkeborg, GOG Håndbold). **Cyclisme** (Grand Départ Tour de France 2022 à Copenhague), **badminton** (sport pro fort, Axelsen), **football féminin**. Marché TV limité par la taille du pays.

Sport de haut niveau

Team Danmark identifie les sports prioritaires et les athlètes potentiels par contrat individualisé. Sports phares : handball, voile, cyclisme, badminton, natation. Performance régulière et stable en JO d'été et d'hiver.

Spécificité

Trois fédérations faitières en parallèle : DIF (compétition), DGI (sport pour tous), Firma Idræt (sport en entreprise). Modèle pluraliste qui reconnaît institutionnellement la pluralité des pratiques sportives, contrairement à la plupart des pays qui n'ont qu'un seul interlocuteur.

 **Égypte**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère de la Jeunesse et des Sports — tutelle interventionniste. Cadre juridique restrictif. Pratique historique d'imposition de comités intérimaires quand les fédérations sont jugées non conformes.
CNO	Egyptian Olympic Committee (EOC) — autonomie statutaire mais subordonnée de fait. Crise institutionnelle 2025 : poursuites judiciaires contre l'ancienne présidence, tutelle alourdie.
Fédérations & clubs	Fédérations sous tutelle ministérielle, ~30 fédérations. Football omniprésent socialement. Sport au service de la stabilité politique et du nationalisme.
Collectivités territoriales	Rôle marginal. Centralisation au Caire et dans quelques grandes villes (Alexandrie). Disparités territoriales massives.
Autres structures	Comité national antidopage. Académie sportive militaire. Pratiques de tutelle ministérielle directe sur les fédérations en difficulté.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État opérateur**. La tutelle ministérielle peut imposer des comités intérimaires, ce qui menace régulièrement l'autonomie reconnue par la Charte olympique. Crise 2025 : procédures judiciaires contre des dirigeants, comité intérimaire, alerte du CIO sur la conformité.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique sous contrainte budgétaire**. **État** : majoritaire mais ressources limitées. **Collectivités** : marginales. **Ménages** : faibles. **Entreprises** : sponsoring concentré sur le football professionnel (Al Ahly, Zamalek). Pas de loterie sportive structurée.

Pratique sportive

Football massivement populaire (passion nationale), squash (fierté nationale, no 1 mondial régulièrement), haltérophilie. Pratique récréative en construction. Sport scolaire et universitaire structuré.

Sport pour tous

Ministère de la Jeunesse et des Sports pilote. Programme « **Sport for all** ». Massification via les **Jeunes Maisons culturelles** (Beit El-Shabab). Sport scolaire faiblement structuré, inégalités d'accès marquées (urbain/rural, Caire vs reste). Football omniprésent socialement (**Al-Ahly, Zamalek** = piliers culturels du pays bien au-delà du sport).

Sport professionnel

Egyptian Premier League (football) — **Al-Ahly et Zamalek dominant** (les deux clubs les plus titrés d'Afrique en CAF Champions League). **Squash** = **domination mondiale** historique et actuelle (10+ joueurs top 20). **Haltérophilie, lutte, escrime** = sports olympiques traditionnels, titres récurrents. Football pivot économique, culturel et politique.

Sport de haut niveau

Sports phares : squash (domination mondiale historique), lutte, judo, taekwondo, haltérophilie. Performance olympique en croissance. Hôte des **CAN 2019** (football) et de plusieurs grands événements.

Spécificité

La crise institutionnelle 2025-2026 comme test d'autonomie. L'imposition d'un comité intérimaire et les poursuites judiciaires contre l'ancienne présidence du EOC sont surveillées par le CIO comme un cas-limite de la frontière entre régulation politique et capture politique.



Espagne

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	CSD (Consejo Superior de Deportes) — organisme autonome rattaché au Ministère de la Culture et du Sport. Politique nationale, agrément des fédérations.
CNO	Comité Olímpico Español (COE), fondé 1912. Autonome, organise la délégation, fédère le mouvement olympique.
Fédérations & clubs	~65 fédérations nationales agréées. ~65 000 clubs. Statut associatif. Maillage territorial via les fédérations autonomiques (régionales).
Collectivités territoriales	Comunidades Autónomas (CCAA) : compétence sport pleinement décentralisée. Chaque CCAA a sa politique du sport, ses fédérations régionales, ses programmes. Communes gèrent les équipements de proximité.
Autres structures	Programa ADO (Asociación de Deportes Olímpicos) — modèle unique de cofinancement public-privé pour le haut niveau (entreprises + RTVE + COE). Loterías y Apuestas del Estado (LAE).

Relations entre parties prenantes

Architecture multi-niveaux (État/CCAA/communes) avec délégation forte aux Communautés autonomes. CSD finance, mais COE et fédérations conservent leur autonomie. Les CCAA structurent l'essentiel du sport pour tous. Modèle ADO illustre la capacité espagnole à inventer des cofinancements public-privé.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à **dominante régionale**. **État (CSD)** : finance les fédérations nationales et le haut niveau. **Collectivités (CCAA + communes)** : majoritaires sur le sport pour tous et les équipements. **Ménages** : cotisations clubs. **Entreprises (via ADO)** : cofinancement structuré du haut niveau. Loterie LAE : pivot.

Pratique sportive

Pratique forte (~50 % des Espagnols), football omniprésent, basket, tennis, cyclisme, sports de plage. Tradition de bénévolat associatif. Inégalités territoriales notables entre CCAA.

Sport pour tous

CSD finance ; **17 Comunidades Autónomas (CCAA)** pilotent l'essentiel via leurs propres administrations sportives. **~17 modèles régionaux différents**. Programme « España Activa ». ~38 % de pratique régulière. Tissu associatif inégal selon CCAA (forte tradition en Catalogne, Pays Basque). Tradition sportive populaire ancrée localement, mais coordination nationale parfois difficile.

Sport professionnel

LaLiga (football) = 2^e championnat européen en revenus (~5,3 Mds€), modèle **Real Madrid / Barcelone** hyper-puissant à l'international. **ACB (basket)** = 1^{re} ligue européenne basket. **Liga ASOBAL (handball)**, **Vuelta (cyclisme)**, **Roland-Garros / Open d'Espagne** (tennis). Sport pro très commercial, professionnalisation poussée et internationalisation forte.

Sport de haut niveau

Programme ADO finance les athlètes potentiellement médaillables. Sports phares : football (champion d'Europe 2024), basket, tennis, cyclisme, natation, voile. Centres de Haute Performance régionaux. Candidature olympique d'hiver Pyrénées 2030 finalement abandonnée.

Spécificité

Le modèle ADO, cofinancement public-privé du haut niveau via une fondation dédiée mêlant grandes entreprises (Iberdrola, etc.), télévision publique (RTVE) et COE. Modèle inventé en 1988 pour Barcelone 1992, exporté ensuite vers d'autres pays (notamment le Chili).

 **États-Unis**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Aucune tutelle fédérale. Pas de ministère du sport, pas de Code du sport. L'État légifère ponctuellement (Ted Stevens Act 1978, amendé 2020 post-Nassar) et intervient via executive orders quand il le décide.
CNO	USOPC (United States Olympic and Paralympic Committee, renommé en 2019) — organisation à but non lucratif fédérale, créée par le Ted Stevens Olympic and Amateur Sports Act.
Fédérations & clubs	~50 NGB (National Governing Bodies). Système universitaire NCAA structurant (231 universités, 71 conférences) : 75 % des olympiens américains sortent du système universitaire.
Collectivités territoriales	États fédérés et municipalités gèrent leurs propres politiques (équipements, sport scolaire), avec disparités énormes. Compétence non fédérale.
Autres structures	Pas de loterie sportive nationale dédiée. US SafeSport (intégrité, créé post-Nassar). Comités olympiques régionaux. NCAA = acteur central du sport amateur de haut niveau.

Relations entre parties prenantes

Modèle **libéral d'État absent** dans la gouvernance directe. L'USOPC est totalement autofinancé. Le système universitaire (NCAA) joue le rôle qu'ailleurs joue l'État (formation des athlètes, infrastructures). L'État n'intervient qu'en régulateur post-crise (amendement 2020 après affaire Nassar).

Modèle économique et financement

Modèle **privé écrasant**, unique au monde. **Ménages** : massifs (équipements, fitness, sport-santé, frais scolaires sportifs). **Entreprises** : ~380 M\$/an de revenus USOPC (sponsoring TOP, droits TV NBC). **Collectivités** : marginales sur le sport olympique, structurantes sur le sport scolaire local. **État fédéral : zéro financement direct au USOPC** — exception mondiale.

Pratique sportive

Sport intégré au système éducatif (high school, college). Pratique récréative très développée. Sports phares : football américain (NFL), basket (NBA), baseball (MLB), hockey (NHL), soccer en croissance, sports olympiques (natation, athlétisme, gymnastique). Inégalités d'accès marquées.

Sport pour tous

Pas de pilotage fédéral. État régule a minima. **Programmes municipaux et scolaires** (Title IX 1972 garantit la parité hommes/femmes dans le sport scolaire et universitaire — texte fondateur). **YMCA, Boys & Girls Clubs, AAU (Amateur Athletic Union)** = piliers historiques. ~50 % de pratique. Crise d'inactivité chez les jeunes. *Let's Move!* (initiative Obama, 2010-2016) abandonnée.

Sport professionnel

L'industrie sportive la plus puissante du monde. NFL (~20 Mds\$ revenus), **MLB, NBA, NHL, MLS, WNBA, NCAA** (sport universitaire = ~16 Mds\$). Modèle **franchisé, salary caps, drafts**, propriété privée intégrale, **closed leagues** (pas de relégation). **NCAA = formation des olympiens** (alternative au modèle public européen). Sport = industrie totalement privée, télévisuelle, mondialisée.

Sport de haut niveau

NCAA = formation de la quasi-totalité des olympiens américains. Réforme post-Nassar (2020) : renforcement de la sécurité des athlètes, US SafeSport. **LA 2028** = Jeux à domicile, mobilisation accrue. Trump executive order 2025 sur les athlètes trans en sport féminin.

Spécificité

Le seul pays au monde où l'État ne finance pas son CNO. L'USOPC fonctionne intégralement sur fonds privés (sponsoring, droits TV, dons). Le système universitaire (NCAA) joue le rôle structurant de formation et d'infrastructure haute performance que joue ailleurs l'État.

Finlande

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère de l'Éducation et de la Culture (compétence sport). Cadre juridique fort (Liikuntalaki — Loi sur le sport 2015). Politique nationale.
CNO	Comité Olympique Finlandais (Suomen Olympiakomitea), faîtière du mouvement, articule sport pour tous et haut niveau.
Fédérations & clubs	~70 fédérations sportives nationales. Tissu associatif dense, ~7 000 clubs. Tradition d'autonomie associative et bénévolat.
Collectivités territoriales	Communes : compétence sport très forte. Loi de 2015 leur impose explicitement la responsabilité des conditions de pratique sportive locale.
Autres structures	Veikkaus (loterie nationale) — financeur historique majeur du sport via affectation des bénéfices. Réforme 2024 : ouverture à la concurrence, menace sur le modèle. KIHU (institut de recherche sport).

Relations entre parties prenantes

Modèle nordique d'**autonomie associative et financement par loterie**. L'État cadre, Veikkaus finance, le mouvement opère. La réforme Veikkaus 2024 (ouverture à la concurrence) menace le mécanisme — précédent observé par tous les pays nordiques.

Modèle économique et financement

Modèle nordique à **financement public indirect**. **État** : essentiellement via les bénéfices Veikkaus affectés au sport.

Collectivités (communes) : pivot pour le sport pour tous, équipements. **Ménages** : cotisations clubs (modestes). **Entreprises** : sponsoring développé hockey, ski. Veikkaus en transition.

Pratique sportive

Taux de pratique très élevé (~80 %). Tradition de plein air (course en forêt, ski de fond, sauna), sport scolaire intégré, hockey sur glace national. Politique de sport-santé active.

Sport pour tous

Olympiakomitea + Liikuntaa kaikille (Sport pour tous). **Veikkaus** (loterie d'État, monopole) finance ~70 % du sport. Sport scolaire fort, héritage des Cours Cooper (test national de forme). ~30 % de pratique en clubs (~7 500 clubs). Modèle nordique d'autonomie associative. **Réforme Veikkaus 2024 (ouverture à la concurrence) menace la stabilité du financement** — précédent à observer pour les autres pays nordiques.

Sport professionnel

Liiga (hockey sur glace) = sport n°1 finlandais, très populaire (titres mondiaux et olympiques récurrents). **Veikkausliiga (football)** modeste, semi-professionnel. **Korisliiga (basket)**, **F1** (tradition Bottas, Räikkönen, Häkkinen), **ski nordique**, **motorsport** (rallyes, Mika Häkkinen...). Marché TV limité par la taille du pays.

Sport de haut niveau

Sports d'hiver historiquement forts (ski de fond, biathlon, saut à ski), hockey, athlétisme, javelot. Performance régulière mais en érosion par rapport aux décennies 1970-1990. Adaptation post-réforme Veikkaus en cours.

Spécificité

Le test grandeur nature de la réforme Veikkaus. L'ouverture à la concurrence (2024) du monopole de loterie qui finance le sport finlandais est observée par toute l'Europe nordique : ce modèle de financement indirect par loterie peut-il survivre à la libéralisation européenne du marché des jeux ?

 **France**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. Définit la politique nationale, fixe le cadre juridique (Code du sport), agréé et délègue des missions de service public aux fédérations. Tutelle de l'INSEP. Fort instabilité ministérielle (cinq ministres en deux ans).
CNO	CNOSF (1894), l'un des CNO fondateurs. Représente le mouvement sportif au CIO, organise la délégation française aux Jeux, fédère les ~110 fédérations. Mandature 2025-2029.
Fédérations & clubs	~110 fédérations agréées, majoritairement délégataires de service public. ~360 000 clubs (loi 1901), ~14 millions de licenciés.
Collectivités territoriales	Premier financeur public du sport : ~12 Md€/an (vs ~1,5 Md€ État). Communes en première ligne (équipements de proximité, soutien aux clubs), départements et régions sur les équipements structurants et le sport de haut niveau territorial.
Autres structures	ANS (Agence Nationale du Sport, 2019, GIP). CPSF (paralymphisme), INSEP (haute performance), FDJ (taxe affectée), AFLD (antidopage).

Relations entre parties prenantes

Compromis original entre étatisme structurant et autonomie associative. L'État garde le cadre (Code du sport, agrément, délégation) mais a délégué le pilotage opérationnel à l'**ANS** depuis 2019 — un GIP où il est minoritaire en sièges mais majoritaire en financement, et où siègent à parité mouvement sportif, collectivités et monde économie. Architecture multi-niveaux qui génère des tensions récurrentes (haut niveau vs sport pour tous, ANS vs ministère).

Modèle économique et financement

Dépense sportive nationale ~50 Md€/an, dont ~30 % publics. **Ménages** ~20 Md€ (cotisations, équipements, abonnements, billetterie) — premier financeur. **Collectivités** ~12 Md€ (équipements, soutien aux clubs, événements). **Entreprises** 3-4 Md€ (sponsoring, droits TV). **État + ANS** ~1,5 Md€ — projet de loi de finances 2026 envisage une coupe de 18 %, contestée. **FDJ** : ~70 M€/an au sport via taxe affectée.

Pratique sportive

~14 millions de licenciés (1 Français sur 5) ; 60-65 % des Français déclarent pratiquer hebdomadairement. **Pass'Sport** (aide ciblée jeunes), Stratégie Sport-Santé interministérielle, « 30 minutes d'activité physique quotidienne ». Inégalités persistantes : femmes, zones rurales et QPV, abandon adolescent.

Sport pour tous

ANS + agences régionales + 115 fédérations délégataires. Loi « Sport et société » 2022 → 30 min d'activité physique quotidienne (APQ) à l'école obligatoire. **18 M de licenciés** déclarés (2024). **Maisons Sport-Santé (~1 100), clubs résidences (~3 000), Pass'Sport** (aide jeunes). Politique structurée et chiffrée, ambition « Génération 2024 » prolongée post-JO. Tradition associative + délégation de service public.

Sport professionnel

Ligues professionnelles autonomes encadrées par leurs fédérations : **LFP** (football), **LNR** (rugby), **LNB** (basket), **LNH** (handball), **LNV** (volley). **DNCG = régulateur financier** (modèle français unique, contrôle des comptes des clubs pros). Salary cap UCPF en débat. Football pivot économique. **Crise des droits TV Ligue 1 (2024-2026)** recompose le modèle et accélère le débat sur la financiarisation.

Sport de haut niveau

INSEP épicerie nationale. ANS pilote le programme **Ambition bleue** (financement fléché par potentiel de médailles). Réseau pôles France / pôles Espoirs / CREPS pour la détection. **Paris 2024** : 64 médailles dont 16 en or (record). Cap **LA 2028** et **JOP d'hiver Alpes 2030** (gouvernance État + Régions AURA/PACA + CNOSF + CPSF).

Spécificité

L'ANS est le marqueur identitaire du modèle. Aucun autre pays parmi les 30 étudiés n'a inventé un GIP à gouvernance mêlant à parité l'État, le mouvement sportif, les collectivités et l'économie. Réponse française à une question universelle : *qui pilote le sport quand l'État finance, alors que mouvement sportif et collectivités sont les opérateurs ?* Modèle fragile, dépendant de la stabilité du financement et de l'équilibre politique entre les quatre collègues.

Grande-Bretagne

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Pas de ministère fédéral du sport au sens classique. DCMS (Department for Culture, Media and Sport) cadre, mais sport décentralisé entre les 4 nations (Sport England, Sport Scotland, Sport Wales, Sport Northern Ireland).
CNO	BOA (British Olympic Association), 1905. Indépendance totale de l'État. Autofinancée. Organise la délégation Team GB.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales (UK Athletics, etc.) et fédérations par nation (FA pour l'Angleterre). ~100 000 clubs estimés. Tradition de charity / CIC (Community Interest Company).
Collectivités territoriales	Sport piloté au niveau des nations constitutives (Angleterre, Écosse, Pays de Galles, Irlande du Nord). Conseils locaux gèrent les équipements de proximité.
Autres structures	UK Sport — agence haute performance, finance les fédérations sur les Jeux. Sport Council par nation pour le sport de masse. National Lottery : pivot financier (Heritage, Sport, Arts). British Paralympic Association.

Relations entre parties prenantes

Modèle **arms-length** historique. Le BOA est totalement autonome de l'État (pas de financement public direct). UK Sport (haute performance) et Sport England/Scotland/Wales/NI (grass-roots) sont les opérateurs publics. La National Lottery, créée en 1994, a transformé le financement du sport britannique.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à **financement public via loterie**. **Ménages** : cotisations + équipements. **Collectivités** : équipements locaux. **Entreprises** : sponsoring très développé (Premier League = 1er marché TV mondial). **État** : zéro financement direct au BOA, mais **National Lottery via UK Sport et Sport Councils** ~350 M€/cycle olympique. Pivot loterie.

Pratique sportive

Sport intégré culturellement (football, rugby, cricket nationaux). Pratique récréative en croissance grass-roots (running, cyclisme, fitness). Sport scolaire variable selon les nations. This Girl Can (campagne nationale femmes).

Sport pour tous

Sport England + 4 conseils nationaux (sportscotland, Sport Wales, Sport NI) pilotent via la **National Lottery** (~30 % du financement). Programme « **This Girl Can** » iconique mondialement. ~63 % de **pratique régulière**. Tradition associative forte (sports clubs locaux). **School Sport Partnerships, Active Communities Fund**. Politique structurée mais inégalités territoriales marquées (Nord vs Sud-Est).

Sport professionnel

Premier League (football) = **championnat le plus riche du monde (~7 Mds€ de revenus)**, audience mondiale. **Premiership Rugby, Cricket (ECB + The Hundred), F1 (industrie domestique majeure : 7 des 10 équipes y sont basées), golf (The Open), tennis (Wimbledon)**. Modèle commercial agressif. **Propriété étrangère massive** en football (Glazer/Man U, ADUG/Man City, RedBird/Liverpool, fonds US/saoudiens omniprésents).

Sport de haut niveau

Modèle 'no compromise' UK Sport : financement par fédération conditionné à la performance attendue (médailles). Transformation depuis Atlanta 1996 (1 médaille d'or) à Londres 2012 (29 ors). Performance constante depuis. **LA 2028** en préparation. **Première femme à présider le BOA** (début 2025).

Spécificité

Le **'no compromise'**, modèle de financement public conditionné aux médailles, qui a fait passer la Grande-Bretagne de l'avant-dernier rang olympique en 1996 au top 5 mondial en 2012. Modèle copié partiellement par le Canada (OTP), l'Australie (Win Well) et d'autres.

 **Hongrie**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Tutelle politique forte. Politique sportive prioritaire du gouvernement actuel, intégrée à la stratégie nationale. Cadre juridique étatiste, financement massif des infrastructures.
CNO	Comité Olympique Hongrois (MOB), créé 1895 (l'un des plus anciens). Statutairement autonome, fonctionnellement aligné sur la politique gouvernementale.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous orientation forte de l'État, financement majoritairement public. Football, water-polo, escrime, lutte, natation, tir.
Collectivités territoriales	Rôle limité par rapport au pilotage central. Communes gèrent quelques équipements de proximité. Centralisation à Budapest renforcée par les politiques nationales.
Autres structures	Académies sportives nationales fortement financées par l'État. Programmes de construction massifs d'infrastructures (stades de football). Loterie Szerencsejáték contribue.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège**. Le sport est une priorité politique affichée du gouvernement actuel, avec investissements massifs dans les infrastructures et les fédérations. Le MOB conserve ses prérogatives olympiques mais opère dans un cadre où la stratégie est définie par l'État. Pas de tension institutionnelle ouverte mais autonomie subordonnée.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique élevée**. **État** : majoritaire, financements massifs des fédérations et infrastructures.

Collectivités : marginales. **Ménages** : cotisations. **Entreprises** : sponsoring concentré (football OTP Bank Liga). Loterie : appoint. Politique TAO (Tax Allowance for Sport) : mécanisme fiscal incitatif unique permettant aux entreprises de fléchage fiscal vers les clubs.

Pratique sportive

Tradition sportive forte. Sports historiques : water-polo (record mondial olympique), escrime, natation, athlétisme. Football priorité politique forte. Pratique scolaire et universitaire structurée.

Sport pour tous

Politique étatique pro-sport très volontariste depuis 2010. **TAO (Társasági Adó)** = mécanisme fiscal de fléchage qui finance les infrastructures et les sports collectifs (football, handball, basket, water-polo, hockey, volley). **Sport scolaire 5h/semaine** (réforme 2012). Programmes intensifs **Erzsébet** (vacances sportives jeunesse). Forte instrumentation politique du sport, lien avec l'identité nationale.

Sport professionnel

NB I (Nemzeti Bajnokság I, football) — financement massif via TAO, **Ferencváros** dominant. **K&H Liga (handball)** = sport phare (titres européens, Telekom Veszprém, Pick Szeged). **Water-polo** (titres olympiques historiques), **escrime**, **natation** = sports olympiques traditionnels. **Investissements publics massifs dans les infrastructures pro** (stades, complexes multisports).

Sport de haut niveau

Performance olympique élevée par rapport à la démographie (~10 M d'habitants). Sports phares : water-polo, escrime, kayak-canoë, natation, lutte. Stratégie d'investissement forte dans les jeunes athlètes et les fédérations.

Spécificité

Le mécanisme TAO (Tax Allowance for Sport), unique au monde, permet aux entreprises de déduire fiscalement leurs dons sportifs avec un fléchage très strict. Les clubs (notamment de football) bénéficient ainsi d'un cofinancement public-privé considérable, qui en a fait l'un des piliers du financement du sport hongrois.

 **Inde**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	MYAS (Ministry of Youth Affairs and Sports) — politique nationale. SAI (Sports Authority of India) — opérateur public dominant : académies, infrastructures, formation.
CNO	IOA (Indian Olympic Association) — autonomie statutaire fragile, gouvernance régulièrement contestée, décisions de la Cour suprême sur les statuts (2022).
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous tutelle MYAS. Tissu de clubs hétérogène, articulé sur les structures gouvernementales (chemins de fer, police, armée).
Collectivités territoriales	États fédérés ont compétence parallèle, avec disparités énormes entre États (Haryana, Punjab, Manipur sportivement actifs ; autres en retrait).
Autres structures	TOPS (Target Olympic Podium Scheme) — programme MYAS de soutien individualisé aux athlètes potentiellement médaillables. National Sports Governance Bill 2024 en débat — réforme de la gouvernance des fédérations.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège**. MYAS et SAI structurent quasi tout (formation, infrastructures, financement). IOA institutionnellement fragile, dépendante de l'État. **National Sports Governance Bill 2024** = tentative de réforme mais aussi de renforcement du contrôle étatique sur les fédérations — débat ouvert.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique en croissance**. **État (MYAS + SAI)** : majoritaire, croissance forte (préparation candidature olympique 2036). **Collectivités (États)** : variables. **Ménages** : faibles, taux de pratique encore bas. **Entreprises** : sponsoring concentré sur le cricket (IPL, marché géant). Pas de loterie sportive nationale dédiée.

Pratique sportive

Cricket = passion nationale absolue, écrasant tous les autres sports en visibilité et financement privé. Hockey sur gazon historiquement fort. Athlétisme et tir en émergence. Pratique récréative et sport-santé en construction, partant d'un taux très faible.

Sport pour tous

MYAS (Ministry of Youth Affairs and Sports) pilote. **Khelo India** (programme jeunes, 2018) = pivot national. **Fit India Movement** (2019, lancé par le PM Modi). Tradition de pratique limitée historiquement (~10 % des adultes). **1,4 Md d'habitants, infrastructures sous-dimensionnées**. Cricket omniprésent culturellement. Effort sur la pratique féminine et rurale. National Sports University (Manipur) pour la formation.

Sport professionnel

IPL (Indian Premier League, cricket) = **ligue la plus riche au monde en valeur par minute** (droits TV ~6,2 Mds\$ sur 5 ans, 2023-2027). **ISL (Indian Super League, football)**, **Pro Kabaddi League** (sport indigène professionnalisé avec succès), **Premier Badminton League, Hockey India League**. Modèle franchisé « American-style ». Cricket = monopole économique et culturel.

Sport de haut niveau

Programme **TOPS** a transformé la performance ces 10 dernières années. Sports phares post-2020 : tir, badminton, athlétisme (javelot — or olympique 2020), hockey, lutte. **Candidature JO Ahmedabad 2036** en préparation — accélère la stratégie de haute performance.

Spécificité

Le contraste cricket / sport olympique. Le cricket capte l'essentiel des financements privés et de la visibilité (IPL = ligue la plus riche au monde par valeur), tandis que le sport olympique reste largement dépendant de l'État. Tension structurelle qui pèse sur la stratégie nationale.



Indonésie

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Kemencora (Kementerian Pemuda dan Olahraga) — Ministère de la Jeunesse et des Sports. Politique nationale, cadre juridique, financement majoritaire.
CNO	KONI (Komite Olahraga Nasional Indonesia) — sous tutelle Kemencora, avec NOC Indonesia distinct pour la dimension olympique internationale.
Fédérations & clubs	Fédérations sportives nationales sous tutelle. Badminton dominant culturellement, football populaire, sports traditionnels (pencak silat).
Collectivités territoriales	Provinces et régences gèrent le sport scolaire et de masse. Centralisation à Jakarta forte mais acteurs régionaux émergents (Java, Bali).
Autres structures	Programme PON (Pekan Olahraga Nasional) — Jeux nationaux quadriennaux, vitrine et instrument de détection. Académies sportives provinciales.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège** au service du nation-building. Kemencora structure, KONI sous tutelle, le sport sert l'unité nationale d'un archipel de 17 000 îles. Sport intégré aux objectifs politiques (Indonésie Émergente 2045, candidatures olympiques).

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique**. **État (Kemencora)** : majoritaire. **Collectivités** : compléments. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring concentré sur badminton et football. Pas de loterie sportive nationale (interdite par le cadre religieux).

Pratique sportive

Badminton sport national (passion populaire, fierté olympique). Football massivement populaire mais structures fragiles. Sports traditionnels (pencak silat, arts martiaux) reconnus. Pratique récréative en construction.

Sport pour tous

Kemencora (Ministère de la Jeunesse et des Sports) pilote. Programme « **Indonesia Bugar** » (Indonésie en forme). **280 M d'habitants**, pratique sportive faible (~10-15 %). Sport scolaire en déploiement. **Badminton omniprésent culturellement**. **Pas de loterie sportive** (interdit religieusement) — modèle financier dépendant du budget d'État. PON (Jeux nationaux quadriennaux) structurants.

Sport professionnel

Liga 1 (football) très populaire (~7^e championnat asiatique en audience). **PBSI badminton = domination mondiale historique** (multiples titres olympiques). **IBL (basket)**. Sport pro encore en construction au-delà du football et du badminton, modèle de propriété variable (clubs régionaux, parfois municipaux). Manque de structuration commerciale globale.

Sport de haut niveau

Sports phares : badminton (or olympique constant), haltérophilie, escalade. Programme préparatoire pour les **JO 2032** (intérêt déclaré). Hôte des **ASEAN Para Games 2025, Asian Games 2018**.

Spécificité

Le sport au service de l'unité nationale d'un archipel. L'Indonésie utilise le sport (badminton, PON, événements internationaux) comme un outil politique de cohésion d'un pays multi-insulaire et multi-ethnique. Le sport est intégré à la doctrine d'État.

 **Irlande**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère du Tourisme, de la Culture, des Arts, du Gaeltacht, du Sport et des Médias. Cadre juridique. Sport Ireland est le bras opérationnel du ministère.
CNO	OFI (Olympic Federation of Ireland) — autonome, organise la délégation, fédère le mouvement olympique. Réformes 2017-2024 : forte autonomie regagnée après crise de gouvernance.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous OFI. Tradition associative forte, ~12 000 clubs. GAA (Gaelic Athletic Association) : organisation distincte gérant les sports nationaux gaéliques (hurling, football gaélique).
Collectivités territoriales	Local Authorities gèrent les équipements de proximité. Sport pivot des politiques de cohésion en Irlande du Nord (séparée).
Autres structures	Sport Ireland — agence centrale (haute performance + grass-roots + intégrité). Sport Ireland Institute (centre national). Lottery National finance via prélèvement.

Relations entre parties prenantes

Modèle **arms-length** : Sport Ireland est le pivot opérationnel public, OFI conserve son autonomie statutaire. **Réformes 2017-2024** ont assaini la gouvernance après crise (affaire des billets RIO 2016). Modèle revenu à un fonctionnement sain. La GAA reste un acteur sui generis non couvert par le mouvement olympique.

Modèle économique et financement

Modèle mixte avec **forte intermédiation publique**. **État (Sport Ireland)** : majoritaire pour le haut niveau et grass-roots. **Collectivités (Local Authorities)** : équipements et clubs locaux. **Ménages** : cotisations clubs. **Entreprises** : sponsoring concentré GAA, rugby, football. Loterie : pivot.

Pratique sportive

Sports gaéliques (hurling, football gaélique) culturellement dominants, structurés par la GAA en parallèle du sport olympique. Football, rugby, athlétisme. Politique de sport-santé active (National Sports Policy 2018-2027).

Sport pour tous

Sport Ireland pilote (HSE Healthy Ireland aussi). **National Sports Policy 2018-2027**. Programme « Active Ireland ». ~46 % de pratique régulière. **GAA (Gaelic Athletic Association) = pivot communautaire unique au monde** (~2 200 clubs, sports gaéliques traditionnels — hurling, football gaélique, camogie). Tissu local très dense, identité culturelle forte. Maillage paroissial.

Sport professionnel

GAA = modèle 100 % amateur mais hyperprofessionnalisé en exécution (audience All-Ireland Finals, marketing, infrastructures). **League of Ireland (football)** modeste. **United Rugby Championship** (clubs irlandais en compétition transnationale : Leinster, Munster, Ulster, Connacht — Leinster pôle dominant européen). **Boxe, MMA** (effet McGregor), **hippisme**. Modèle unique : sport-spectacle amateur via GAA, sport pro via rugby européen.

Sport de haut niveau

Sports phares : boxe (or olympique), aviron, athlétisme, équitation, voile, hockey sur gazon féminin. Performance Paris 2024 record (7 médailles dont 4 en or). Centre national à Abbotstown.

Spécificité

La GAA comme structure parallèle au mouvement olympique. L'Irlande est l'un des rares pays où une fédération non-olympique (sports gaéliques) a un poids social, financier et organisationnel comparable, voire supérieur, à celui du mouvement olympique. Coexistence institutionnelle unique.

 **Italie**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère pour le Sport et la Jeunesse (créé 2018, rattachement variable). Cadre juridique. Sport e Salute (créée 2019) — opérateur public principal.
CNO	CONI (Comitato Olimpico Nazionale Italiano), 1914. Réforme 2019 majeure : Sport e Salute lui a été substitué comme distributeur des fonds aux fédérations. CONI conserve la gouvernance olympique mais a perdu son rôle de redistributeur financier.
Fédérations & clubs	~50 fédérations sportives nationales. ~95 000 clubs. Tradition de fédérations puissantes (FIGC pour football). Tissu associatif et amateur dense.
Collectivités territoriales	Régions et communes gèrent une part des équipements et programmes de masse. Disparités fortes Nord/Sud.
Autres structures	Sport e Salute SpA — société par actions contrôlée par l'État (Trésor italien), créée 2019, qui distribue les fonds publics aux fédérations. Rupture historique avec le modèle CONI antérieur.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège** depuis la **réforme 2019** : Sport e Salute capte le financement et la distribution, le CONI perd son rôle de redistributeur (qu'il tenait depuis 1942). Tension institutionnelle CONI/Sport e Salute encore active. Nouvelle présidence CONI depuis juin 2025.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique recentralisée**. **État (via Sport e Salute)** : majoritaire pour le sport organisé, ~280 M€/an redistribués aux fédérations. **Collectivités (régions, communes)** : équipements. **Ménages** : cotisations clubs (modestes). **Entreprises** : sponsoring concentré sur football, motorisé, basket. Loterie SISAL : appoint.

Pratique sportive

Football omniprésent culturellement. Tradition associative forte. Calcio, ski, basket, volley, cyclisme, natation. Pratique récréative en croissance dans le Nord, en retard dans le Sud.

Sport pour tous

Sport e Salute SpA (créée 2019) capte le financement, pilote les programmes. **CONI a perdu ce rôle** de redistribution. Programme « Sport e Salute » homonyme. ~33 % de pratique régulière. **Sport scolaire (loi 2022)** en déploiement après des décennies de faiblesse. Tradition associative diversifiée (Coni Ragazzi, Centri Estivi). **Tensions État/CONI persistantes** depuis la création de la SpA.

Sport professionnel

Serie A (football) = 4^e championnat européen (~2,9 Mds€). **Lega Serie A** régule. Calcio en restructuration depuis Calciopoli (2006) et la pandémie. **LBA (basket), Serie A1 volley = féminin n°1 mondial, rugby (Top10), Cyclisme (Giro), MotoGP, F1** (industrie domestique : Ferrari, héritage Lamborghini). Économie sportive en consolidation.

Sport de haut niveau

Sports phares : escrime, athlétisme, natation, voile, ski (Federica Brignone), volley. Performance Paris 2024 forte (40 médailles). **Hôte des JO d'hiver Milano-Cortina 2026** — chantier de gouvernance et infrastructure majeur.

Spécificité

La réforme Sport e Salute (2019) comme cas d'école de recentralisation. En une réforme, l'Italie a déplacé le pouvoir de redistribution financière du mouvement sportif (CONI) vers une SpA contrôlée par l'État. Précédent observé par tous les pays cherchant à reprendre la main sur le financement du sport.

 **Japon**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	MEXT (Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology). JSA (Japan Sports Agency, créée 2015) — agence nationale rattachée au MEXT. Politique nationale, cadre juridique (Basic Sport Law 2011).
CNO	JOC (Japanese Olympic Committee) — autonome dans la sélection olympique, fédère le mouvement, organise la délégation.
Fédérations & clubs	~60 fédérations sportives nationales sous JSPO (faitière sport amateur). Tissu de clubs articulé sur les écoles, universités, entreprises (sport corporatif structurant — Toyota, Asahi, etc.).
Collectivités territoriales	Préfectures gèrent les équipements et le sport scolaire. Communes gèrent la pratique de proximité. Tradition de sport-école très forte (bukatsu — clubs scolaires).
Autres structures	JSC (Japan Sport Council) — gère le toto (paris sportifs) et BIG (loterie sportive). National Training Center (Tokyo). Japan Anti-Doping Agency (JADA).

Relations entre parties prenantes

MEXT et JSA orientent fortement, JOC autonome dans la sélection olympique. Modèle hybride entre étatismes stratégique (planification quinquennale) et tradition associative et corporatiste. Le sport corporatif (équipes d'entreprises) est un pilier original de la haute performance.

Modèle économique et financement

Modèle mixte. **État (JSA + MEXT)** : majoritaire pour le haut niveau. **Collectivités (préfectures, communes)** : équipements et sport scolaire. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring très développé, **équipes d'entreprises** salarient des athlètes (modèle unique). **Toto/BIG** (paris sportifs JSC) : pivot complémentaire.

Pratique sportive

Sport scolaire (bukatsu) structurant l'identité jeune. Sports traditionnels (judo, karaté, kendo, sumo) coexistent avec sports modernes (baseball, football, basket). Pratique récréative forte mais en érosion (vieillesse). Politique sport-santé active.

Sport pour tous

Sports Agency (Suposhô, 2015) pilote au niveau central. **MEXT + collectivités locales** déploient. **JSA (Japan Sport Association)** chapeaute les associations. **Sport scolaire très intensif** (*bukatsu* = clubs scolaires). ~70 % de pratique. **Réforme bukatsu en cours** (charge enseignants trop lourde, transition progressive vers clubs communautaires civils).

Sport professionnel

NPB (baseball, Nippon Professional Baseball) = sport n°1 historique, économie majeure. **J.League (football)** — 60 clubs sur 3 divisions, modèle territorial fort. **Sumo (Ozumo)** institutionnel via JSA. **B.League (basket)** en croissance accélérée. **Top League rugby réformé en League One (2022)**. **Sport corporatif (entreprises)** reste pivot pour de nombreux athlètes (modèle de l'employé-athlète unique au monde).

Sport de haut niveau

Tokyo 2020 (organisé en 2021) : Jeux à domicile post-pandémie. Sports phares : judo, gymnastique, natation, athlétisme, baseball, lutte. Centre national à Tokyo. Stratégie post-Tokyo de maintien du niveau de performance.

Spécificité

Le sport corporatif (kigyō supōtsu). Les grandes entreprises japonaises (Toyota, Asahi, Komatsu, etc.) salarient des athlètes de haut niveau dans des équipes maison. Ce modèle, hérité du miracle économique japonais, reste un pilier de la haute performance — original dans le paysage mondial.

 **Luxembourg**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère des Sports — politique nationale dans un pays à l'échelle d'une métropole. Cadre juridique (loi sport 1999, modifiée).
CNO	COSL (Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois), 1912. Faîtière du mouvement sportif, partenaire historique de l'État.
Fédérations & clubs	~60 fédérations nationales. ~700 clubs (à l'échelle d'une grande ville). Modèle de proximité, articulé sur la mobilité transfrontalière (athlètes formés en Belgique/France/Allemagne).
Collectivités territoriales	Communes gèrent les équipements de proximité. Échelle nationale réduite (~640 000 habitants).
Autres structures	INAPS (Institut National d'Aide à la Performance Sportive) — centre national. Structures de formation transfrontalières. Loterie nationale contribue.

Relations entre parties prenantes

Modèle de **cofinancement étroit** : sans l'État, le COSL n'aurait pas les moyens d'opérer un mouvement sportif de qualité dans un pays de 640 000 habitants. Partenariat institutionnel ancien et stable. L'échelle réduite permet une coordination directe entre les acteurs.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique**. **État** : majoritaire, finance le COSL et les fédérations. **Collectivités (communes)** : équipements et clubs locaux. **Ménages** : cotisations. **Entreprises** : sponsoring limité par la taille du marché. Loterie : contribue.

Pratique sportive

Sports populaires : football, cyclisme, tennis, athlétisme. Pratique forte, dans un cadre de proximité. Sport-santé promu. Population sportive cosmopolite (résidents européens nombreux).

Sport pour tous

Ministère des Sports + COSL pilotent conjointement. Programme **Sport-Santé**. Tissu associatif riche pour la taille du pays (~660 000 hab., ~1 100 clubs). ~30 % de pratique. **Loterie Nationale** finance significativement. Centres sportifs publics nombreux et de qualité. **Pratique transfrontalière** (France, Allemagne, Belgique) significative — atypique en Europe.

Sport professionnel

BGL Ligue (football) modeste, professionnalisation partielle. **Pas de ligue pro structurée** au-delà du football. **Cyclisme** (héritage Schleck, Jempy Drucker), **tennis** (Mannheim), **basket** (LBBL). Marché trop petit pour générer une vraie économie sportive autonome, mais **fort export d'athlètes vers la France et la Belgique**. Stratégie de niche (e.g. cyclisme professionnel).

Sport de haut niveau

Performance olympique modeste mais constante. Cyclisme historique (Andy et Frank Schleck), athlétisme, tennis. Préparation des athlètes souvent en partenariat avec les voisins (Belgique, France, Allemagne).

Spécificité

L'échelle réduite comme contrainte et atout. Le Luxembourg est l'un des plus petits États étudiés, ce qui rend les acteurs (État, COSL, fédérations) très étroitement coordonnés, sans pouvoir absorber les coûts du haut niveau seul. Modèle de partenariat transfrontalier obligatoire.

 **Mexique**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	CONADE (Comisión Nacional de Cultura Física y Deporte) — agence d'État qui structure et finance. Politique nationale, cadre juridique.
CNO	COM (Comité Olímpico Mexicano) — autonome statutairement, dépendant des relations avec CONADE pour les financements. Première femme présidente depuis 2021.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous COM et CONADE. Tissu de clubs et de centres de haute performance à Mexico (CNAR).
Collectivités territoriales	États fédérés ont des compétences sport variables, fortes disparités. Mexico (capital) concentre les moyens. Quelques États en pointe (Jalisco, Nuevo León).
Autres structures	CNAR (Centro Nacional de Alto Rendimiento) — centre national. Comités olympiques d'État. Loterie nationale (LOTENAL) contribue marginalement.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège** : CONADE redistribue les fonds publics, COM dépend des relations avec l'agence d'État. Tensions chroniques sur les transferts financiers et les nominations. Le mouvement sportif mexicain se reconstruit après plusieurs crises de gouvernance.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique sous tension**. **État (CONADE)** : majoritaire mais ressources limitées et fluctuantes selon les gouvernements. **Collectivités (États)** : variables. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring concentré sur le football (passion nationale). Loterie : marginale.

Pratique sportive

Football omniprésent socialement. Boxe historique. Athlétisme, taekwondo, lutte, équitation. Pratique récréative en construction, marquée par les inégalités sociales et territoriales.

Sport pour tous

CONADE (Commission Nationale du Sport) pilote. **Movimiento Mexicano del Deporte** (campagne nationale). Programmes scolaires faiblement structurés. Pratique régulière limitée (~30 % des adultes). Football omniprésent. **INDEPORTES dans les États fédérés** déploient localement. **Disparités territoriales importantes** entre Nord industriel et Sud rural.

Sport professionnel

Liga MX (football) = **championnat le plus suivi d'Amérique latine**, ~18 clubs (modèle franchisé avec règles Apertura/Clausura — deux tournois par saison). **LMP / LMB (baseball)** très populaire dans le Nord et le Sud-Est (héritage influence US et caribéenne). **Boxe** (tradition forte, multiples champions du monde). **Lucha Libre** culturelle. **Liga ABE (basket)** modeste.

Sport de haut niveau

Sports phares : taekwondo, boxe, plongeon, équitation, athlétisme. Performance olympique en érosion. **Hôte des JO 1968 (Mexico)** — héritage historique fort. Co-hôte de la **Coupe du monde 2026** avec USA et Canada.

Spécificité

La première femme à présider un grand CNO latino-américain (depuis 2021). Le COM, dans un contexte régional où la gouvernance sportive reste très masculine, a marqué une rupture en confiant la présidence à une ancienne championne olympique.

 **Norvège**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère de la Culture et de l'Égalité (compétence sport rattachée). Cadre juridique léger, fondé sur l'autonomie du mouvement.
CNO	NIF (Norges Idrettsforbund) — confédération sportive nationale faisant office de CNO. La plus grande organisation bénévole du pays.
Fédérations & clubs	~55 fédérations sportives nationales sous NIF. ~12 000 clubs. Modèle « idrett for alle » (sport pour tous) intégrant compétition et masse.
Collectivités territoriales	Communes : pivot opérationnel. Équipements, soutien aux clubs, sport scolaire. Le sport est un pilier de la politique communale en Norvège.
Autres structures	Norsk Tipping (loterie nationale) — pivot du financement via redistribution des bénéfices. Olympiatoppen — centre national de haute performance, indépendant. Antidoping Norge.

Relations entre parties prenantes

Modèle nordique d'**autonomie associative et financement par loterie**. NIF est autorégulé, l'État cadre, Norsk Tipping finance via les **spillemidler** (bénéfices loterie redistribués). Olympiatoppen opère le haut niveau. Tradition consolidée et stable.

Modèle économique et financement

Modèle à **financement public indirect via loterie**. **État** : essentiellement via Norsk Tipping / spillemidler. **Collectivités (communes)** : pivot pour équipements et clubs. **Ménages** : cotisations modestes (universalité d'accès). **Entreprises** : sponsoring développé sur ski, football, handball. Spillemidler : pilier.

Pratique sportive

Pratique parmi les plus élevées au monde (~75-80 %). Tradition de plein air et de ski (sports d'hiver omniprésents culturellement). Sport pour tous prioritaire. Bénévolat associatif massif. Sports féminins très développés.

Sport pour tous

NIF (Norges Idrettsforbund) = organisation faïtière unique. **~2,2 M de membres** sur 5,5 M habitants (~40 %, **record nordique**). Modèle nordique « **Idrett for alle** ». **Spillemidler** (manne loterie Norsk Tipping) finance massivement, fléchée vers les infrastructures locales. Sport scolaire intégré. **Forte tradition de plein-air (*friluftsliv*) et de ski.**

Sport professionnel

Eliteserien (football) modeste, semi-professionnel. **Norges Skiforbund (ski)** structuré : **champions de ski de fond, biathlon, saut, alpin** — domination mondiale historique. **Handball** (sport pro fort, EHF Champions League fréquentée), **hockey**. **Sport hivernal = pivot économique et identitaire.** Marché TV limité hors disciplines hivernales et football européen.

Sport de haut niveau

Olympiatoppen = modèle de référence mondiale pour la haute performance discrète et efficace. Sports d'hiver dominants (ski de fond, biathlon, saut à ski) — Norvège souvent en tête des Jeux d'hiver malgré ~5,5 M d'habitants. Football féminin fort.

Spécificité

Le modèle 'sport pour tous' qui produit des champions du monde. Avec un taux de pratique parmi les plus élevés et une organisation universaliste (NIF), la Norvège démontre qu'un système orienté masse et inclusion peut générer une performance olympique d'élite — particulièrement aux Jeux d'hiver.

 **Pologne**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère du Sport et du Tourisme — politique nationale, cadre juridique. Tutelle forte sur le mouvement sportif. Stratégie d'investissement dans les infrastructures et le haut niveau.
CNO	PKOI (Polski Komitet Olimpijski), 1919. Statutairement autonome, mais dépendant des transferts publics pour le haut niveau.
Fédérations & clubs	Fédérations sportives nationales sous tutelle ministérielle. Tissu de clubs hérité du modèle socialiste, en transition. Football, volley-ball, athlétisme, sports de combat populaires.
Collectivités territoriales	Voïvodies (régions) et communes gèrent une part des équipements et du sport scolaire. Disparités selon les territoires.
Autres structures	COS (Centralny Ośrodek Sportu) — centres d'entraînement nationaux. CWZS (clubs militaires) — réseau de formation des athlètes (héritage du modèle soviétique).

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État stratège** : ministère structure, COS et clubs militaires CWZS forment les athlètes, fédérations dépendantes des subventions. Le PKOI conserve sa fonction olympique mais opère dans un cadre stratégique défini par l'État.

Modèle économique et financement

Modèle à **dominante publique**. **État** : majoritaire, finance les fédérations et les infrastructures. **Collectivités** : compléments. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring concentré sur volley-ball, football. Loterie Totalizator Sportowy : contribue partiellement.

Pratique sportive

Volley-ball très populaire (champions du monde et d'Europe). Football, athlétisme, ski, sports de combat. Pratique récréative en croissance dans la classe moyenne. Sport scolaire et universitaire en restructuration.

Sport pour tous

Ministère du Sport et du Tourisme pilote. Programme « **Sport dla wszystkich** » (Sport pour tous). **COS (Centralny Ośrodek Sportu)** infrastructures. **Sport Plus** scolaire. ~30 % de pratique en clubs. Tradition associative et **militaire (CWZS : clubs sportifs militaires)**, héritage de l'ère socialiste. Volleyball très populaire culturellement, football moins dominant qu'ailleurs en Europe.

Sport professionnel

Ekstraklasa (football) — modeste, 18 clubs. **PlusLiga (volleyball masculin)** = **championnat n°1 mondial volley** (Zaksa, Resovia, Skra...). **Tauron Liga (volley féminin)**. **Energa Basket Liga, Superliga handball**. **Boxe** (héritage fort). **Volley = sport pro phare** au-delà du football, modèle européen unique de monétisation du volleyball.

Sport de haut niveau

Sports phares : volley-ball, athlétisme, marteau (médailles olympiques), aviron, canoë-kayak, escrime. Performance olympique correcte mais en deçà du potentiel démographique (~38 M habitants).

Spécificité

Les CWZS (clubs militaires) comme filière de haute performance. Héritage du modèle soviétique, les clubs militaires polonais salarient des athlètes en uniforme et constituent une voie de haute performance encore active aujourd'hui — modèle qui distingue la Pologne d'autres pays post-socialistes.

 **Russie**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	Ministère du Sport — opérateur direct. Depuis déc. 2024, le ministre du Sport est aussi président du ROC : fusion totale ministère/CNO.
CNO	ROC (Russian Olympic Committee) — formellement autonome, fonctionnellement intégré au ministère depuis fin 2024. Suspendu par le CIO depuis 2023.
Fédérations & clubs	Fédérations nationales sous tutelle ministérielle directe. Tissu de clubs hérité du modèle soviétique, structuré sur les fédérations sportives, les sociétés sportives (Dynamo, CSKA) et les régions.
Collectivités territoriales	Régions et grandes villes (Moscou, Saint-Pétersbourg) ont des moyens, mais sous orientation centrale. Pas d'autonomie politique sportive.
Autres structures	Académies sportives nationales très développées. Système de détection-formation hérité de l'URSS, partiellement modernisé. Sport intégré à la politique nationale et à la Défense.

Relations entre parties prenantes

Modèle d'**État opérateur direct** poussé à son terme : **fusion ministre/président de CNO depuis décembre 2024**, configuration que la Charte olympique interdit en théorie. ROC suspendu par le CIO depuis 2023 (guerre en Ukraine). Athlètes russes en AIN (statut neutre individuel) à Milan-Cortina 2026 (13 athlètes admis).

Modèle économique et financement

Modèle **public écrasant**. **État** : finance tout. **Collectivités** : exécutent la stratégie nationale. **Ménages** : cotisations modestes. **Entreprises** : sponsoring d'État via grands groupes (Gazprom, Rosneft). Loterie sportive : appoint.

Pratique sportive

Tradition de pratique encadrée, héritée de l'URSS. Hockey sur glace, football, gymnastique, patinage artistique culturellement majeurs. Pratique récréative variable. Politique de sport-santé active.

Sport pour tous

Ministère des Sports pilote. Programme « **Sport — la norme de vie** » jusqu'à 2030. Massification soviétique de l'infrastructure héritée (palais des sports, Stade Loujniki). **GTO** (test national de forme physique, restauré en 2014, héritage URSS). Sport scolaire intensif. ~50 % de pratique selon chiffres officiels. **Politiquement instrumenté** (jeunesse, identité nationale).

Sport professionnel

Premier-Liga (football) — économie en crise depuis sanctions (mars 2022, sortie compétitions UEFA/FIFA). **KHL (Kontinental Hockey League)** = 2^e ligue hockey mondiale après la NHL. **VTB United League (basket)** transnationale en récession. **Athlètes russes en AIN (Athlètes Individuels Neutres)** à Paris 2024 et Milan-Cortina 2026 — pas de drapeau, pas d'hymne.

Sport de haut niveau

Système de détection-formation héritage soviétique, performant historiquement. Sports phares : gymnastique, patinage artistique, lutte, athlétisme, haltérophilie, hockey. **Performance olympique structurellement perturbée** par les sanctions (suspension WADA, dopage d'État, guerre en Ukraine).

Spécificité

La fusion ministre du Sport / président de CNO depuis décembre 2024. Configuration interdite par la Charte olympique mais imposée de fait, qui pousse à son extrême le modèle d'État opérateur. Cas observé internationalement comme un précédent inquiétant pour l'autonomie du mouvement olympique.

 **Suisse**

Les acteurs et leurs missions

Acteur	Mission principale
État	OFSPPO (Office fédéral du sport) — agence fédérale. Politique nationale, financement haute performance, école fédérale (Macolin). Compétence sport partagée avec les cantons (subsidiarité constitutionnelle).
CNO	Swiss Olympic — faïtière du sport suisse, fonction de CNO et d'organisation faïtière des fédérations. Première femme présidente depuis janv. 2025.
Fédérations & clubs	~85 fédérations nationales sous Swiss Olympic. ~22 000 clubs. Tradition associative très forte, autorégulation.
Collectivités territoriales	Cantons : compétence sport prédominante (Subsidiarität). Communes : équipements de proximité. L'État fédéral n'intervient que quand les niveaux inférieurs ne peuvent.
Autres structures	Sport-Toto / Sport-Toto-Gesellschaft — pivot du financement via redistribution des paris sportifs (~80-90 M CHF/an au sport organisé). École fédérale de sport de Macolin (formation cadres). Antidoping Suisse.

Relations entre parties prenantes

Modèle de **subsidiarité constitutionnelle** : l'État fédéral n'intervient que quand cantons et communes ne peuvent pas. Swiss Olympic et fédérations très autonomes. OFSPPO finance le haut niveau via Macolin et les contributions à Swiss Olympic. Architecture stable, longtemps citée en référence.

Modèle économique et financement

Modèle mixte à **dominante associative et indirecte**. **État (OFSPPO)** : finance le haut niveau et la formation. **Collectivités (cantons + communes)** : majoritaires sur équipements et clubs. **Ménages** : cotisations clubs (forte tradition). **Entreprises** : sponsoring développé (ski, foot, hockey, tennis). **Sport-Toto** : pivot financier, ~80-90 M CHF/an.

Pratique sportive

Taux de pratique élevé (~70 %). Sports d'hiver structurels (ski, hockey, luge, bobsleigh). Football, tennis (puissance mondiale historique). Bénévolat associatif massif. Politique sport-santé via OFSPPO.

Sport pour tous

OFSPPO + Swiss Olympic + ~19 000 clubs. **Jeunesse+Sport (J+S)** = pivot national (subventions formation, **30 % des jeunes 5-20 ans concernés**). Loi fédérale Encouragement du sport 2012. **Swisslos + Loterie Romande (loteries cantonales)** financent fortement et neutralement. ~75 % d'adultes actifs (l'un des plus hauts d'Europe). Modèle fédéraliste : 26 cantons, autant de variantes locales.

Sport professionnel

Super League (football) — 12 clubs, économie modeste mais formation reconnue (FC Bâle, Young Boys, Zürich). **National League (hockey sur glace)** = **1^{re} ligue hockey européenne** (audience, économie). **SBL (basket)**, **ski (FIS basée à Oberhofen, héritage marqué)**, **cyclisme (Tour de Suisse)**, **tennis (héritage Federer, Hingis, Wawrinka)**. Petit marché mais structuration pro solide, **candidature olympique « Switzerland 2038 »** (premier pays-hôte sans ville unique).

Sport de haut niveau

Performance olympique élevée par rapport à la démographie (~9 M d'habitants). Sports d'hiver dominants. Macolin = école fédérale de référence. **Candidature 'Switzerland 2038'** — premier pays-hôte sans ville unique des JO d'hiver, modèle décentralisé inédit.

Spécificité

La candidature Switzerland 2038 sans ville-hôte unique. Pour la première fois dans l'histoire olympique, un pays candidate à l'organisation des JO d'hiver en répartissant les épreuves sur plusieurs sites cantonaux existants, sans construction de ville olympique. Innovation directement issue du principe de subsidiarité — observée comme modèle alternatif post-Paris 2024.

Analyse comparative 1 — Une matrice scorée de la gouvernance

Cette première lecture comparative repose sur une **méthodologie scorée à six critères pondérés**, élaborée pour Décideurs du Sport. Chaque pays est positionné sur deux axes :

- **Axe X — Intervention de l'État**, somme pondérée de trois critères : autonomie statutaire du CNO vis-à-vis du gouvernement (40 %), maîtrise opérationnelle du haut niveau (30 %), rigidité du cadre législatif (30 %).
- **Axe Y — Dépendance financière publique**, somme pondérée de trois critères : part des subventions ministérielles directes (40 %), poids des taxes affectées et loteries (30 %), inverse de la capacité d'autofinancement privé (30 %).

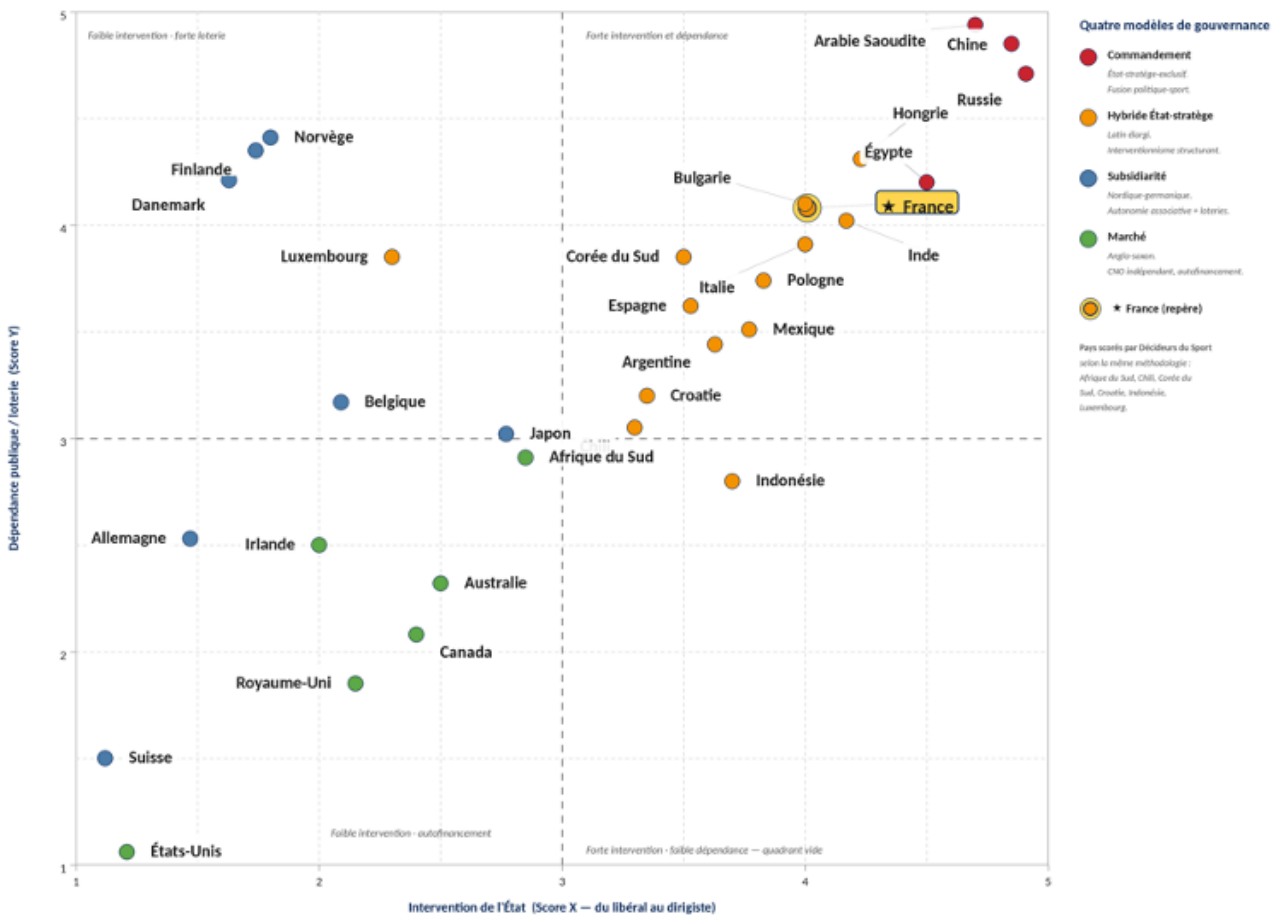
Les scores vont de 1 (faible intervention / faible dépendance) à 5 (intervention totale / dépendance exclusive). Sur les 31 pays présentés ici, **25 sont scorés selon cette méthodologie dans le document original**, et **6 ont été scorés par cohérence** sur les mêmes critères (Afrique du Sud, Chili, Corée du Sud, Croatie, Indonésie, Luxembourg). France = (4,01 ; 4,08).

Comment lire la matrice

Deux dimensions, qui répondent à deux questions différentes. La **position** d'un pays sur les deux axes répond à la question *« combien ? »* — combien l'État intervient, combien le sport en dépend. La **couleur** du point répond à la question *« comment ? »* — à quelle tradition institutionnelle ce pays se rattache. Quatre modèles ressortent : **Commandement** (rouge), **Hybride État-stratège** (orange), **Subsidiarité** (bleu), **Marché** (vert).

Matrice de gouvernance mondiale du sport

Intervention de l'État × Dépendance publique/loterie — 30 pays + France
Score X = 0,4 × Int + 0,3 × Perf + 0,3 × Léf | Score Y = 0,4 × Budget + 0,3 × Loterie + 0,3 × Privé



Lectures transversales

Quatre modèles, quatre logiques institutionnelles

- **Commandement gouvernemental** — État-stratège-exclusif (Chine, Russie, Égypte, Arabie Saoudite). Fusion politique-sport : le président du CNO est, ou est nommé par, un membre du gouvernement. Financement public quasi total. Sport au service du soft power national. Position : extrême haut-droite (scores 4,2 à 4,9 sur les deux axes).
- **Hybride État-stratège** — modèle latin élargi (France, Italie, Espagne, Pologne, Hongrie, Bulgarie, Croatie, Argentine, Chili, Mexique, Luxembourg, Corée du Sud, Inde, Indonésie). Interventionnisme étatique structurant, fédérations dépendantes des subventions, tensions politiques récurrentes. La dénomination remplace ici « ex-bloc soviétique », terme daté et imprécis. Position : haut-droite et centre-droite.
- **Subsidiarité** — modèle nordique-germanique (Allemagne, Suisse, Norvège, Finlande, Danemark, Belgique, Japon). Autonomie associative encadrée constitutionnellement (*Subsidiaritätsprinzip*). Financement public massif mais via mécanismes neutres (loteries, paris). La famille se scinde de fait : branche germanique (Allemagne, Suisse) au bas-gauche, branche nordique (Norvège, Finlande, Danemark) au haut-gauche du fait du poids des loteries.
- **Marché** — modèle anglo-saxon (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada, Irlande, Afrique du Sud). CNO indépendant, autofinancé par sponsoring et loterie. État pilote le haut niveau via une agence arms-length (UK Sport, ASC, Sport Canada, Sport Ireland). Position : bas-gauche.

Le cas Suisse/États-Unis : deux chemins, un même point

La Suisse (1,12 ; 1,50) et les États-Unis (1,21 ; 1,06) ont des scores quasi identiques, mais relèvent de deux modèles institutionnels opposés. La Suisse atteint cette position par la **subsidiarité associative** : Swiss Olympic, les fédérations, l'OFSPPO et les loteries cantonales (Swisslos, Loterie Romande) forment une architecture collective autonome, encadrée constitutionnellement. Les États-Unis y arrivent par le **marché** : l'USOPC s'autofinance, la NCAA forme les olympiens, l'État régule a posteriori (Ted Stevens Act). La méthodologie scorée mesure une intensité, pas une nature : c'est précisément pour cela que le code couleur (le modèle culturel) reste indispensable à côté de la position chiffrée.

Trois enseignements de la matrice scorée

- **Le quadrant en bas à droite est vide.** Aucun pays parmi les 30+1 ne combine forte intervention de l'État et faible dépendance publique. Cela signifie que dès lors qu'un État intervient massivement dans la gouvernance du sport, il finance massivement aussi — les deux dimensions sont structurellement liées.
- **La diagonale ascendante est dense.** La plupart des pays se répartissent sur une diagonale allant des États-Unis (1,21 ; 1,06) à la Chine ou l'Arabie Saoudite (~4,9 ; ~4,9). Cette diagonale est la trajectoire naturelle des modèles : plus l'État intervient, plus le sport en dépend.
- **La famille de la Subsidiarité se scinde nettement.** L'Allemagne et la Suisse sont en bas-gauche (faible dépendance publique), tandis que les pays nordiques (Norvège, Finlande, Danemark) sont en haut-gauche (forte dépendance via loteries). Le marqueur « culturel » est l'autonomie associative ; le marqueur « financier » est en revanche très contrasté entre les deux branches.

Ce que change le contexte 2025-2026

- Renouvellement notable de présidences de CNO (Italie, Royaume-Uni, Suisse, Corée du Sud, Bulgarie, Russie, France) — signe d'un cycle générationnel et de genre.
- La nouvelle présidence du CIO depuis juin 2025 change le contexte de dialogue avec les CNO.
- La crise géopolitique (suspension de la Russie, réintégration partielle du Belarus en mai 2026) recompose la carte des participations olympiques (statut neutre individuel, athlètes en AIN à Milan-Cortina 2026).
- La candidature olympique allemande (décision sept. 2026) pour 2036/2040/2044 et la candidature suisse 'Switzerland 2038' (premier pays-hôte sans ville unique) testent de nouveaux modèles d'organisation.

Analyse comparative 2 (en miroir) — Le poids des pouvoirs publics dans la gouvernance du sport

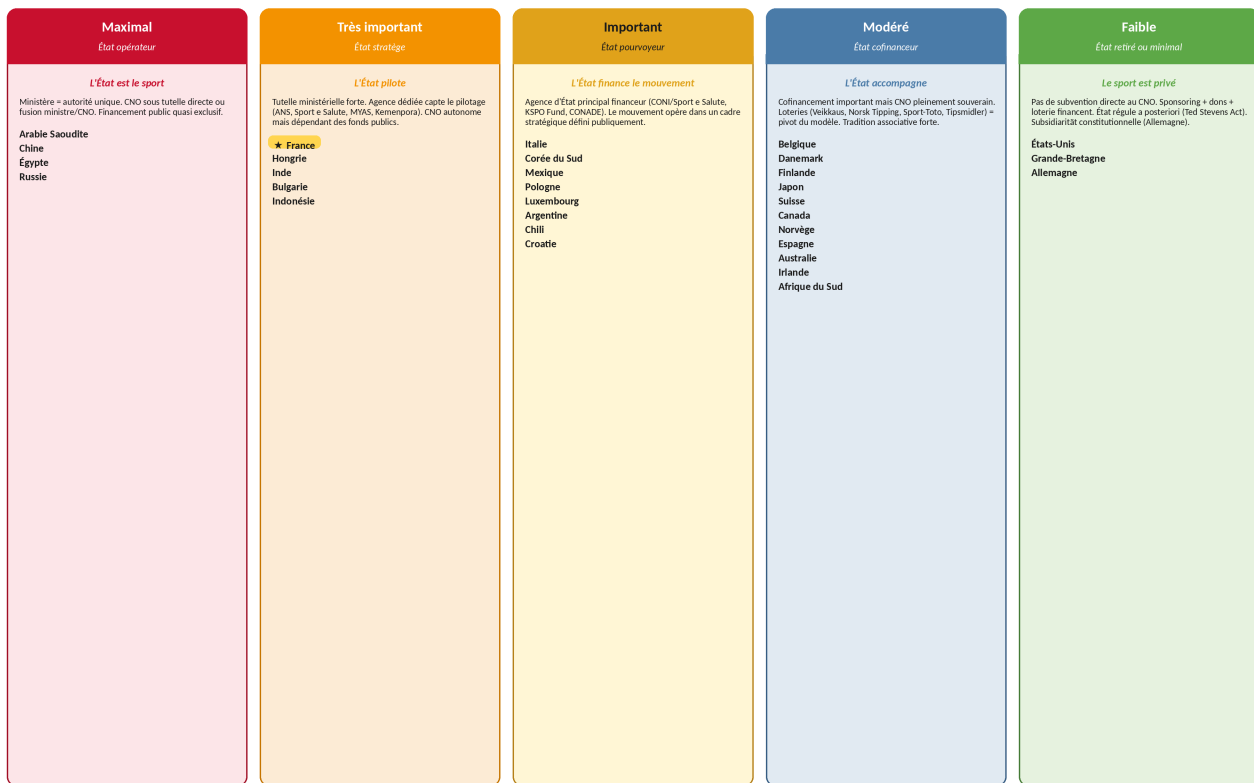
La grille de lecture précédente, fondée sur l'autonomie institutionnelle et la dépendance financière, dit beaucoup mais pas tout. Elle laisse dans l'ombre une question essentielle : que pèse, in fine, l'État dans la gouvernance quotidienne du sport ? Cette analyse miroir propose une lecture complémentaire, en **cinq paliers**, du rôle effectif des pouvoirs publics — non plus seulement comme financeur, mais comme acteur, opérateur, régulateur ou garant.

Comment lire les cinq paliers

Pourquoi cinq paliers ici plutôt que quatre modèles comme dans l'analyse précédente ? Parce que les deux lectures répondent à deux questions différentes. L'analyse 1 répond à « quelle tradition institutionnelle ? » — c'est une typologie qualitative à quatre modalités. L'analyse 2 répond à « quelle intensité du rôle de l'État ? » — c'est un gradient quantitatif à cinq niveaux. Les deux ne coïncident pas, et c'est leur richesse : un même modèle peut se déployer à des intensités très différentes (l'Allemagne et la Suisse, toutes deux en Subsidiarité, sont respectivement Faible et Modéré ici), et un même palier peut accueillir des modèles très différents (le palier Modéré rassemble la Belgique en Subsidiarité, le Canada en Marché, l'Espagne en Hybride État-stratège). Lire les deux ensemble permet de croiser le « comment » et le « combien ».

Les cinq paliers du poids des pouvoirs publics

Du plus interventionniste au plus libéral — 30 pays + France



Enseignements de cette lecture en miroir

Quatre régimes politiques du sport

- **L'État opérateur** (Arabie Saoudite, Chine, Russie, Égypte) : le sport est un instrument du pouvoir. Le président du CNO est, ou est nommé par, le ministre. Le sport sert le soft power national, l'unité, parfois le sportwashing.
- **L'État stratège** (France, Italie, Hongrie, Pologne, Inde) : l'État pilote, parfois conflictuellement, en redessinant l'architecture du sport. La création de l'ANS en France (2019) ou de Sport e Salute en Italie (2019) au détriment du CONI, le débat indien sur le National Sports Governance Bill 2024 témoignent tous de cette tension entre pilotage stratégique et autonomie du mouvement sportif.
- **L'État cofinanceur subsidiaire** (Allemagne, Suisse, pays nordiques, Canada, Japon, Espagne, Australie, Irlande, Afrique du Sud, Belgique) : l'État finance mais ne gouverne pas. Le mouvement sportif s'autorégule. Modèle stable, longtemps cité en référence par le CIO.
- **L'État retiré** (États-Unis, Grande-Bretagne) : aucune subvention directe au CNO. Le marché, la philanthropie et les loteries financent. Mais cette « absence » n'est pas neutralité — l'affaire Nassar a entraîné l'amendement 2020 du Ted

Stevens Act, et l'executive order Trump 2025 sur les athlètes trans montre que l'État américain peut intervenir frontalement quand il le décide.

Une variable cachée : la place de la loterie

Dans presque tous les pays « modérés » et « importants », un acteur fait office de pivot invisible : la loterie nationale ou les paris sportifs. Veikkaus (Finlande), Norsk Tipping (Norvège), Sport-Toto (Suisse), Loterie Nationale (Belgique), Toto/BIG (Japon), KSPO Fund / Sports Toto (Corée), Tipsmidler (Danemark), National Lottery (Royaume-Uni), TAO (Hongrie) — tous ces dispositifs constituent une fiscalité indirecte affectée au sport. Ils permettent à l'État de financer sans gouverner, et au mouvement sportif d'être financé sans dépendre directement du budget. C'est, peut-être, le compromis le plus stable du modèle européen.

Les zones de bascule

- La réforme Veikkaus en Finlande (2024, ouverture à la concurrence) menace la stabilité du mécanisme — précédent à observer.
- La création de Sport e Salute en Italie a déplacé le pouvoir du CONI vers une SpA contrôlée par l'État.
- Aux États-Unis, l'amendement post-Nassar (2020) a renforcé l'État régulateur. L'executive order 2025 sur les athlètes trans le montre acteur.
- La fusion ministre / président de CNO en Russie (déc. 2024) brouille la frontière institutionnelle ; la Charte olympique l'interdit en théorie.

Correspondance entre les deux analyses

Chaque modèle de gouvernance (analyse 1) se distribue sur un ou deux paliers de poids étatique (analyse 2). La concentration est forte mais pas totale, ce qui confirme que les deux grilles ne sont pas redondantes :

Modèle (analyse 1)	Maximal	Très imp.	Important	Modéré	Faible
Commandement (4 pays)	4 pays	—	—	—	—
Hybride État-stratège (14 pays)	—	5 pays	8 pays	1 (Espagne)	—
Subsidiarité (7 pays)	—	—	—	6 pays	1 (Allemagne)
Marché (6 pays)	—	—	—	4 pays	2 (USA, GB)

Trois enseignements de ce croisement : (1) le modèle **Commandement** est parfaitement aligné avec le palier Maximal — la fusion politique-sport est l'expression institutionnelle du commandement gouvernemental. (2) Le modèle **Hybride État-stratège** se répartit principalement sur deux paliers adjacents (Très important et Important) — c'est un modèle où l'État pèse beaucoup, mais à des degrés variables. (3) Les modèles **Subsidiarité** et **Marché** se rejoignent dans le palier Modéré : la frontière entre « État cofinanceur » et « État accompagnateur du marché » est ténue dans les pays comme l'Australie, le Canada ou la Belgique.

Conclusion

Le poids de l'État dans la gouvernance du sport n'est ni une donnée stable ni une question purement comptable. Il varie selon les régimes politiques, les histoires institutionnelles et, parfois, les crises. La lecture en miroir met en évidence ce que l'analyse autonomie/dépendance ne capte pas toujours : un même montant de financement public peut produire des configurations radicalement différentes selon que l'argent transite par une loterie autonome, une agence arms-length, une administration directe ou un président de CNO qui est ministre. La vraie question n'est donc pas seulement « combien l'État paie ? » mais « comment l'État pèse — et qui décide ? ».